

TREND

SUBSTANCES PSYCHOACTIVES, USAGERS ET MARCHÉS TENDANCES RÉCENTES À PARIS ET EN ÎLE-DE-FRANCE EN 2023



Résumé/synthèse

En 2023, le site TREND Ile-de-France a mené ses investigations dans les espaces de la marginalité urbaine de quatre départements (Paris, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Essonne), dans les espaces festifs techno franciliens, ainsi que dans les espaces festifs gay ou liés aux pratiques de chemsex.

En termes de trafic et modalités d'accès aux produits, l'année 2023 a été marquée par une perturbation inédite du marché de l'héroïne, caractérisée par plusieurs épisodes d'adultération aux cannabinoïdes de synthèse causant plusieurs dizaines d'accidents aigus. Outre cet événement inédit en Ile-de-France comme ailleurs dans le pays, la dématérialisation du trafic se maintient. Certains prix ont légèrement augmenté lors des ventes en livraison : celui de la kétamine peut atteindre 40 euros le gramme, tandis que la « 3 » est parfois vendue à 50 euros le gramme. Certains produits auparavant uniquement accessibles dans les espaces festifs et via la livraison à domicile ont été récemment observés en vente de rue (MDMA/ecstasy, 3-MMC, kétamine). La vente de prégabaline, pour sa part, poursuit son développement dans la région. Enfin, le marché du crack parisien se trouve plus dispersé que les années précédentes et plusieurs modalités d'approvisionnement coexistent dans l'espace urbain, tandis que son prix a connu une légère hausse pour retrouver celui d'avant la crise sanitaire de 2020.

Dans l'espace de la marginalité urbaine, les grandes tendances se maintiennent : usages de crack, de médicaments opioïdes, de benzodiazépines et de prégabaline continuent d'occuper une place majeure. Sur les scènes de consommation du nord-est parisien, la mobilité quasi permanente des usagers depuis l'évacuation du square Forceval s'accroît en 2023. L'activité des forces de l'ordre limite en effet tout rassemblement d'usagers. Cela complique le travail des associations et favorise les tensions et les violences déjà très présentes dans ces espaces.

Si le chlorhydrate de cocaïne a toujours été très accessible et très consommé en Ile-de-France, il semble que sa diffusion se soit accélérée en 2023, notamment auprès d'usagers désinsérés et dotés d'un faible capital économique. La disponibilité d'unités en dessous du gramme dans des points de vente de rue à Paris a contribué à favoriser l'accès au produit pour des usagers précaires.

Dans les espaces festifs techno, les tendances observées depuis 2021 se poursuivent également. D'une part, les espaces festifs queer continuent d'innover et de réunir des populations de tous genres confondus, appréciant les valeurs libertaires revendiquées. D'autre part, la « 3 » tend à se diffuser vers les free parties. Enfin, concernant la consommation de GBL, un nouveau vocable semble émerger, plus précisément au sujet des G-hole. Cette évolution linguistique confirme l'ancrage de ce produit dans ces espaces malgré sa réputation négative.

Dans les espaces festifs gay et liés au chemsex, de nouvelles pratiques visant à limiter les risques et les dommages sont observées, tels que le choix d'effectuer des sessions uniquement avec des partenaires connus, de réduire le nombre de sessions ou d'éviter la consommation de certains produits. Aussi, les incertitudes sur la composition de la « 3 » incitent certains d'entre eux à s'en éloigner, les effets induits lorsqu'elle est injectée devenant trop imprévisibles et les conséquences sanitaires trop problématiques.

Qu'elle soit réellement de la 3-MMC ou une autre cathinone, la « 3 » poursuit sa diffusion en dehors des espaces liés aux pratiques de chemsex et continue d'être très consommée dans les espaces festifs queer notamment, majoritairement par voie nasale. On observe également des consommations de 3-MMC à la marge des free parties mais aussi parmi les publics de travailleurs et travailleuses du sexe.

Sommaire

Objectifs et méthodologie	5
Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé.....	5
Les investigations réalisées en 2023	6
Trafics locaux et modalités d’approvisionnement	8
Eléments de cadrage.....	8
La dématérialisation du trafic se maintient	8
La livraison à domicile, mode d’acquisition privilégié de la cocaïne	9
Vente de GBL via la livraison ou en espaces festifs	9
Un marché de l’héroïne très perturbé, à fort risque d’accidents aigus	9
Difficultés d’approvisionnement, variabilité des compositions et adultération aux cannabinoïdes de synthèse	10
Une situation imprévisible et particulièrement accidentogène.....	11
Une diversification de l’offre de produits disponibles via le marché de rue et dans les points de vente de cité	14
Des produits associés aux espaces festifs désormais disponibles sur les points de vente de rue	14
Quartier de Barbès : du marché des médicaments à l’offre multiproduits ?.....	14
Que se cache-t-il derrière l’appellation 3-MMC ou « 3 » en 2023 ?	15
Développement du marché de la prégabaline (Lyrica®) en Ile-de-France	17
Modalités d’approvisionnement du crack observées dans l’espace de la marginalité urbaine ...	18
Déstabilisation du marché du crack et nouveaux profils de revendeurs	18
Prix du crack en légère hausse sur le marché de rue	19
Prix des principales drogues vendues à Paris et en Ile-de-France en 2023	20
Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine	22
Du démantèlement de Forceval aux Jeux Olympiques de Paris 2024 : la recomposition des scènes de drogues du nord est parisien	22
Le square Forceval, dernière scène ouverte de grande ampleur en 2022	23
Dispersion et mobilité forcée permanente pour les usagers	23
Déstabilisation du marché du crack et reconfiguration des scènes de drogues	24
Emergence d’une nouvelle scène ouverte à l’été 2023	25
Opérations policières systématiques, tensions et situations de violence.....	25
La violence, dimension désormais ordinaire des interactions dans l’espace de la marginalité urbaine.....	26
Conditions de vie et état de santé dégradés	28
Diffusion des usages de crack au-delà des scènes urbaines parisiennes	28
Diffusion vers d’autres usagers en grande précarité.....	29
A Paris, diffusion inédite des usages de cocaïne dans l’espace de la marginalité urbaine	29
Une offre caractérisée par une disponibilité et des taux de pureté inédits.....	29
Une offre locale adaptée aux moyens des usagers précaires	30

Nouvelles pratiques, logiques d'usages et représentations.....	31
Le clonazépam (Rivotril®), entre maintien de son usage et remplacement par la prégabaline (Lyrica®).....	32
Remplacement du Rivotril® par le Lyrica® ou alternance entre ces deux produits	32
Usages de drogues et échanges économique-sexuels	33
Populations nouvellement identifiées et nouveaux usages	33
Réseaux de prostitution de mineures et consommation	34
Visibilité des femmes transgenre dans l'espace de la marginalité urbaine	35
Des modes de consommation et des produits variés	35
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs.....	37
GBL et G-holes : éléments de langage et représentations en évolution.....	37
Evolution des usages et des représentations liées au crack dans les free parties.....	38
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs gay ou associés aux pratiques de chemsex	39
Chemsex : logiques d'usage différenciées et apparition de nouveaux espaces	39
Une hétérogénéité sociale qui perdure.....	39
Des modes de consommation en évolution.....	39
Développement de nouvelles pratiques chemsex	40
Evolutions récentes des espaces festifs gay et queer.....	40
Modes de consommations différenciés entre les espaces festifs gay et festifs queer	41
Autre phénomène marquant en 2023	42
Délaissée par certains chemsexuels, la « 3 » poursuit parallèlement sa diffusion dans les espaces festifs et urbains.....	42
Présence accrue dans les espaces festifs, début de visibilité dans les espaces urbains	42
Des pratiques d'injection de « 3 » observées hors des espaces chemsex	43
Des conséquences sanitaires multiples.....	43
Remerciements	44
Annexes	45
Annexe 1 : institutions et services auditionnés en 2023	45
Annexe 2 : glossaire	47
Annexe 3 : citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliquées dans les trafics.....	48
Annexe 4 : overdoses mortelles répertoriées à Paris en 2023	50

Objectifs et méthodologie

Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé

Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) depuis 1999, le dispositif TREND a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues et de comprendre leur évolution. Pour remplir cette mission, l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations locales (implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de la Réunion) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

Le dispositif TREND couvre quatre thématiques qui structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations :

- Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs¹ : leurs pratiques d'usage, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leurs modes de vie, leurs profils sociaux, leurs représentations/perceptions des produits.
- Les espaces et contextes de consommation fréquentés par les usagers particulièrement consommateurs :
 - Les **espaces festifs techno** regroupant les scènes alternatives (*free parties*, squat) et commerciales (clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - Les **espaces de la marginalité urbaine** regroupant les lieux fréquentés par des personnes en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers, etc.)
- Les produits : leur nom, leur composition chimique (en lien avec le dispositif SINTES, voir encadré page suivante), leur prix et leur mode de consommation.
- L'organisation et les pratiques des réseaux de trafics locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

Le travail d'enquête s'appuie sur des données qualitatives (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) recueillies auprès d'acteurs (usagers, des équipes des CAARUD et des CSAPA, de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales. La fiabilité des données recueillies repose sur le principe de triangulation : les informations recueillies sont systématiquement confrontées et mises en perspective avec d'autres sources et auprès d'autres acteurs².

Chaque coordination locale produit annuellement un état des lieux de la situation en matière de consommations et de trafics³ vise à :

- Favoriser l'échange et l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues.
- Éclairer les décideurs, d'améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun.
- Appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, d'évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle.
- Contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addictions

¹ A l'exception de l'alcool et du tabac, le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs, illicites ou détournés de leur usage).

² Pour plus d'information, voir le Guide méthodologique du dispositif TREND :

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/methode/guide-methodologique-trend/>

³ Les rapports locaux TREND-SINTES sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/regions-et-territoires/reseau-des-sites-trend/rapports-des-sites-locaux-du-dispositif-trend/>

La coordination nationale du dispositif produit un numéro de *Tendances* qui synthétise les informations recueillies localement. Ponctuellement, d'autres publications thématiques⁴ se fondent totalement ou partiellement sur les données recueillies dans le cadre du dispositif TREND (au cours des cinq dernières années sur le GHB/GBL, le protoxyde d'azote ou les usages de drogues des mineurs non-accompagnés).

TREND-SINTES est implanté en région parisienne depuis 1999. Il est porté par l'association Oppelia Charonne par convention avec l'OFDT, et est soutenue par l'ARS d'Ile-de-France depuis 2017, date de l'élargissement des investigations au département de la Seine-Saint-Denis. En 2021, le dispositif a été élargi au département des Hauts-de-Seine, puis en 2022 à celui de l'Essonne.

Le système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES)

Le dispositif SINTES est un outil de veille sanitaire documente la composition des produits circulant, illicites ou non réglementés (dosage, produits de coupe, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats d'analyses des saisies effectuées par les services répressifs d'une part, et des collectes de produits réalisées directement auprès des usagers d'autre part.

SINTES vise à :

- mieux connaître la composition des produits consommés : par la collecte et l'analyse de produits, notamment les substances ayant posé des problèmes sanitaires graves ou inhabituels ou présentant un caractère de nouveauté (appellation, aspect, etc.), ou des substances faisant l'objet d'une veille dite « active » ;
- informer le dispositif d'alerte et de transmission d'information rapide, en lien avec les autres acteurs régionaux sur le champ et les niveaux national et européen : l'*Early Warning System* (EWS) de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (European Monitoring Centre on Drugs and Drug Addiction, EMCDDA), ainsi que la Cellule nationale d'alerte (CNA) ;
- d'apporter des connaissances sur les nouveaux produits auprès des professionnels et des usagers.

Les investigations réalisées en 2023

Le dispositif TREND procède par le recoupement systématique d'informations collectées de manière indépendante auprès de sources différentes, au moyen d'outils de recueil qualitatifs. Les outils mobilisés par le site francilien en 2023 comprennent : l'ethnographie dans les espaces de la marginalité urbaine des quatre territoires observés (Paris, Seine-Saint-Denis, Essonne et Hauts-de-Seine), dans les espaces festifs techno d'Ile-de-France, dans les espaces festifs gay et associés au chemsex⁵ ; des entretiens collectifs ou « groupes focaux » menés avec les services d'application de la loi, des professionnels des champs sanitaire et médico-social, et des intervenants des structures d'accueil d'usagers de drogues. Au total, 11 entretiens collectifs ont été conduits entre novembre 2023 et janvier 2024, de durées comprises entre 2h et 3h. Ils ont été animés par Gregory Pfau, coordinateur du site francilien, et Elisa Juszczak, chargée d'études au sein du pôle TREND Ile-de-France.

L'ethnographie a été confiée à Elisa Juszczak (espace de la marginalité urbaine à Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Essonne), Vincent Benso (espace de la marginalité urbaine de Seine-Saint-Denis, espaces festifs techno) et Tim Madesclaire (espaces festifs gay et espaces liés aux pratiques de chemsex).

En 2023, l'ethnographie de l'espace de la marginalité urbaine à Paris repose sur 19 entretiens semi-directifs de 20 min à 2h et 16 séances d'observation pour une durée totale de 97h. Dans les Hauts-de-

⁴ Ces publications sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/>

⁵ Le chemsex désigne des pratiques de consommation de substances psychoactives dans le cadre de relations sexuelles.

Seine, 13 entretiens approfondis de 20 min à 1h30 ont été conduits, ainsi qu'une dizaine d'entretiens informels. 16 séances d'observation (74h) ont été menées. Les investigations dans le département de l'Essonne comprennent 12 entretiens de 20 min à 1h30 et 66h d'observation réparties en 26 séances. Les sites observés comprennent des structures d'accueil d'usagers de drogues, des sites de consommation et de revente dans l'espace urbain, ou d'autres espaces publics ou semi-publics fréquentés par des consommateurs auprès desquels des actions « d'aller vers » (maraudes, antennes mobiles) sont menées (parcs, gares, métro...).

En Seine-Saint-Denis, l'ethnographie de l'espace de la marginalité urbaine s'appuie sur 29 entretiens formels de durées comprises entre 15 min et 2h30, ainsi qu'une dizaine de discussions orientées avec des usagers rencontrés lors de deux séances d'observation, l'une dans un squat abritant de longue date des usagers de drogues, l'autre lors d'une permanence mobile de réduction des risques et des dommages (RdRD).

L'ethnographie des espaces festifs franciliens repose quant à elle sur 13 entretiens approfondis auprès d'usagers fréquentant divers types de fêtes (free parties, soirées warehouse, soirées techno queer, clubs, squats, soirées privées...), de durées comprises entre 1h et 1h30. Deux intervenants de RdRD en milieu festif ont également été interviewés. Une veille de la presse généraliste, des médias et sites internet spécialisés a également été réalisée.

Enfin, l'ethnographie des espaces festifs gay et liés aux pratiques de chemsex repose sur les témoignages – recueillis lors d'échanges informels et groupes de parole – d'une centaine de personnes suivies dans le cadre de l'activité du responsable d'observation au sein d'une association de santé communautaire parisienne. L'activité de groupes plus ou moins formalisés sur des applications de rencontre (Grindr®, Scruff®) ou de messagerie – la ligne Telegram® « autosupport chemsex » de l'association Aides, des réseaux issus de groupes constitués via X (ex-Twitter®) ou Instagram® – ainsi que des échanges et fils de discussion sur des sites de « chat » ou « cam » ont également été suivis.

Trafics locaux et modalités d'approvisionnement

Éléments de cadrage

Les évolutions des trafics locaux de drogues illicites décrites dans cette partie s'inscrivent dans un contexte mondial marqué par des niveaux de production en forte augmentation depuis le milieu des années 2010⁶. Cette tendance concerne plusieurs familles de produits : les opioïdes, comme l'héroïne ; les stimulants synthétiques, comme la MDMA-ecstasy ; et semi synthétiques, comme la cocaïne ; les produits issus du cannabis, etc. Ces productions alimentent un marché ouest-européen parmi les plus importants au monde⁷. La hausse importante des quantités saisies par les forces de l'ordre en Europe tend à illustrer indirectement cette abondance de l'offre internationale. Cette dernière, conjuguée à la forte concurrence entre réseaux de trafic, explique par ailleurs la stabilité voire la baisse des prix de détail et la hausse des teneurs moyennes constatés depuis les années 2010 pour la cocaïne, l'héroïne ou la MDMA-Ecstasy⁸. Le niveau sans précédent des teneurs moyennes de la résine de cannabis tient quant à lui aux mutations de la culture du cannabis au Maroc, principal pays producteur, avec l'introduction de variétés hybrides d'herbe importées entre autres des Pays-Bas, à partir desquelles la résine est fabriquée⁹.

L'acheminement des produits sur le sol européen s'inscrit dans un contexte de mondialisation et de multiplication des échanges économiques et s'effectue par des vecteurs divers, le principal d'entre eux, notamment pour la cocaïne, étant la voie maritime via des porte-conteneurs. Le convoyage puis la dispersion sur le sol hexagonal s'effectue également via des moyens de transport divers selon les produits et les zones géographiques : transport maritime, mais également routier ou encore aérien.

La dématérialisation du trafic se maintient

En 2023, la dématérialisation du trafic et le recours aux outils numériques (réseaux sociaux, applications de messageries cryptées) pour s'approvisionner en drogues illicites se poursuit. Au niveau local et régional, périmètre des observations menées par le site TREND francilien, il s'agit essentiellement des substances consommées dans les espaces festifs ou associés aux pratiques de chemsex (cannabis, cocaïne, ecstasy/MDMA, cathinones, kétamine). Les « plans téléphones¹⁰ » semblent également prendre une place plus importante parmi les modes d'approvisionnement des usagers de l'espace de la marginalité urbaine, qui pourrait être liée à la diminution du nombre de points de vente fixes pour certains produits comme le crack.

⁶ UNODC, *World drug report 2022*, United Nations, 2022.

⁷ EMCDDA, *European Drug Report 2022 : Trends and developments*. Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2022.

⁸ Gandilhon M., *L'offre de stupéfiants en France en 2021*, OFDT, 2022.

⁹ Chouvy P-A., Macfarlane J., « Agricultural innovations in Morocco's cannabis industry », *International Journal of Drug Policy*, vol. 58, 2018, p. 85-91.

¹⁰ Mode de vente qui consiste pour le client à contacter le revendeur, afin de fixer un lieu et une heure de rendez-vous par téléphone, SMS ou via une application de messagerie, le plus souvent à proximité d'un « four » ou un point de vente de rue. Ce type de transaction évite aux clients de se rendre dans un lieu anxiogène et permet aux revendeurs plus de discrétion. En outre, ces derniers utilisent la messagerie pour le marketing auprès des clients.

La livraison à domicile, mode d'acquisition privilégié de la cocaïne

Comme l'année précédente, l'offre de cocaïne reste particulièrement abondante via les réseaux numériques en 2023. Cette importante disponibilité s'inscrit dans un contexte international de production en constante augmentation¹¹, qui se traduit au niveau national¹² par l'intensification des flux d'arrivée de la cocaïne par voie aérienne (mules) ou par voie maritime (grands ports, ampleur inédite du phénomène des *drop-off*¹³ sur la côte atlantique française), ainsi que des saisies qui atteignent chaque année un niveau record, malgré les démantèlements réguliers de points de vente, et l'accentuation en 2023 de la surveillance des aéroports par les services des douanes.

Localement, l'offre de cocaïne par livraison se décline sous plusieurs variétés et qualités prétendues, dont le prix varie de 50 à 80 euros le gramme. Ces différentes variétés, parfois proposées par un même réseau, sont dénommées selon leur pays de production supposé (péruvienne, colombienne) ou par des pseudonymes (coco, neige, caroline). Le graphisme soigné des menus de livraison, tout comme les offres promotionnelles régulières, s'inscrivent également dans des logiques marketing confirmant la dynamique de professionnalisation de ces réseaux. Dans une logique concurrentielle, ceux-ci semblent par ailleurs assurer des délais de livraison toujours plus courts – moins de 30 minutes dans Paris *intramuros* – afin de fidéliser leur clientèle.

Vente de GBL via la livraison ou en espaces festifs

Depuis 2022, plusieurs sources décrivent une accessibilité accrue du GBL via des réseaux de vente de drogue illicites. Auparavant, le GBL était accessible légalement sur internet aux acheteurs disposant d'un numéro de SIRET, ou via des réseaux de livraison structurés en centrales d'appels dédiées aux pratiques de chemsex. En 2023, les données issues de l'ethnographie et des entretiens collectifs confirment cette tendance initiée progressivement depuis quelques années : des fioles de GBL, graduées ou non graduées, peuvent être livrées pour des prix variant entre 30 et 50 euros l'unité. Ce produit n'est cependant pas visible sur les « menus » proposés par les revendeurs aux côtés de la cocaïne, de la MDMA/ecstasy ou de la 3-MMC, suggérant l'hypothèse selon laquelle il s'agit de réseaux d'approvisionnement distincts.

« Les dealers vendent de petites bouteilles bleues avec une petite pompe. (...) Ça se vend comme ça. La bouteille pleine vaut entre 30 et 50 euros. Autrement, ça [ndlr : un flacon de volume plus restreint] peut coûter 10 euros. (...) C'est apparu il y a six mois ou un an. Sur Internet, le litre de GBL coûte environ 100 euros. Ce n'est donc pas très cher. Par contre, lors de la revente, les dealers multiplient par 10. En gros, c'est dans ces eaux-là. En ce qui concerne les flacons, ce n'est même pas du 100 millilitre, mais du 50 millilitre. Je ne sais plus. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Un marché de l'héroïne très perturbé, à fort risque d'accidents aigus

Le marché d'héroïne francilien est très instable depuis de nombreuses années. D'un lieu à l'autre, d'une période sur l'autre, sa disponibilité, son accessibilité, son prix et surtout son taux de pureté

¹¹ La Colombie, premier producteur mondial et principal pourvoyeur du marché européen, a vu sa production quadrupler en dix ans. Cf. UNODC, *World Drug Report 2023*, United Nations publication, 2023, disponible ici : <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/wdr-2023-online-segment.html>

¹² Cf. Gandilhon M., *Op. cit.*

¹³ Le *drop-off* consiste à larguer en mer une quantité variable de produit stupéfiant depuis un bateau, à proximité des côtes, pour le faire parvenir sur terre et l'insérer dans le circuit de vente de drogues local. Cette technique répond au besoin de trouver de nouveaux modes d'acheminement à la suite de l'intensification des contrôles douaniers par voie aérienne. Ces dernières années, plusieurs faits divers ont contribué à médiatiser le phénomène. Cf. Le Monde, « Pourquoi la cocaïne s'échoue en masse sur les plages de France », 31 janvier 2024, disponible ici : https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/01/31/narcotrafic-sur-la-cote-atlantique-les-itineraires-bis-de-la-cocaine_6213943_3224.html

peuvent être particulièrement fluctuants. Sur ce dernier point, l'étude « SINTES observation »¹⁴ menée en 2010 montrait déjà des teneurs très variables sur le marché parisien, de quasi nulles à plus de 40 % en quelques jours.

Difficultés d'approvisionnement, variabilité des compositions et adultération aux cannabinoïdes de synthèse

L'ensemble des acteurs consultés en 2023 ont relevé des périodes de difficulté d'approvisionnement en héroïne en Seine-Saint-Denis à partir du mois de mai. Plutôt qu'une véritable pénurie, les consommateurs décrivent des plans (fours, plans par téléphone, livraisons...) marqués par des successions de fermetures/ouvertures sur des périodes différentes ou des périodes plus ou moins longues lors de laquelle l'héroïne n'a pas été disponible sur les points de vente habituels. Les taux de pureté des poudres revendues comme héroïne analysées en 2023 en Ile-de-France présentent des taux d'opioïdes particulièrement variables. Cette importante variabilité, de même que la présence de nouveaux adultérants dans leur composition, augmente dangereusement le risque d'accidents pour les usagers.

En 2023, l'Ile-de-France a connu trois vagues inédites d'accidents aigus graves liées à l'héroïne^{15 16}. La première, la plus préoccupante, a eu lieu entre les 16 et 18 mai. Une trentaine de personnes a été hospitalisée pour les cas les plus graves, dont plusieurs ont nécessité une prise en charge en services de réanimation. Toutefois, les données collectées à Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Essonne montrent que le phénomène dépasse largement le territoire de Seine-Saint-Denis. La permanence d'Analyse ton prod' Ile-de-France (ATPidf) au CAARUD Aurore 93 d'Aulnay-sous-Bois permet d'identifier la présence d'un mélange de cannabinoïdes de synthèse dans un échantillon revendu comme héroïne¹⁷. C'est la deuxième fois dans le monde qu'une série d'accidents induits par une substance présentée comme héroïne et contenant au moins un mélange d'opioïdes et de cannabinoïdes de synthèse est documentée¹⁸. Cet échantillon a été apporté par un usager victime de symptômes psychiatriques aigus graves suite à la consommation de ce produit, souhaitant alerter d'autres usagers sur son potentiel toxique. Les effets décrits sont particulièrement impressionnants (cf. plus bas « Je suis parti dans l'autre monde, j'ai vu Dieu »), les victimes présentant des symptômes somatiques et/ou neuropsychiatriques.

L'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France a émis un signal d'alerte à destination des différents acteurs et structures en lien avec des usagers de drogues. La « procédure signal drogues » a été activée

¹⁴ OFDT, *Héroïne : composition, prix, connaissances des usagers : Analyse réalisée à partir des résultats de l'enquête nationale SINTES novembre 2010 - décembre 2011*, Observatoire français des drogues et toxicomanies, 2014.

¹⁵ Historiquement, il faut remonter à la fin des années 2000 pour retrouver un cluster documentant des surdoses graves liées à l'héroïne. L'alprazolam (benzodiazépine contenue dans la spécialité Xanax®) associée à l'héroïne en était alors la cause, provoquant une cinquantaine d'hospitalisations et un décès. Cf. Halfen S., Grémy I., *Tendances récentes sur la toxicomanie et les usages de drogues à Paris : état des lieux en 2008 - Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND)*, Observatoire régional de santé d'Ile-de-France, 2009.

¹⁶ Aucun décès en lien avec ces vagues d'accidents n'a officiellement été déploré. L'ensemble des décès liés aux drogues à Paris faisant l'objet d'une investigation par la Brigade des stupéfiants en 2023 est consultable en annexe 4, page 50 de cette note.

¹⁷ La première analyse a été confirmée en urgence par le laboratoire de toxicologie de Garches. D'autres analyses, réalisées par le laboratoire de toxicologie de l'hôpital Lariboisière, ont été effectuées. Elles révélaient la présence d'héroïne mélangée à plusieurs cannabinoïdes de synthèse : MDMB-4EN-PINACA, MDMB-BUTINACA et ADB-BUTINACA.

¹⁸ En 2020, une série de 8 cas a été décrite à Philadelphie en Pennsylvanie. Cf. Ershad, M., Dela Cruz, M., Mostafa, A., Khalid, M. M, Arnold, R., & Hamilton, R., « Heroin Adulterated with the Novel Synthetic Cannabinoid, 5F-MDMB-PINACA: A Case Series », *Clinical Practice and Cases in Emergency Medicine*, n°4(2), 2020.

par l'OFDT¹⁹ et une communication a été émise²⁰ et diffusé par l'EMCDDA²¹ à l'ensemble des correspondants nationaux de l'Early Warning System (EWS).

En quelques jours, les services d'application de la loi parviennent à identifier le lieu de vente – situé dans la cité dite « des cosmonautes » à Saint-Denis – et mettent fin à la revente de cette substance. Selon eux, les revendeurs se seraient adaptés à l'arrivée en masse de clients qui cherchaient de l'héroïne dans le contexte de moindre disponibilité décrit plus haut et auraient ainsi revendu une héroïne coupée.

« On n'a pas d'informations sur la provenance de ces cannabinoïdes de synthèse. En revanche, on comprend que les revendeurs se sont mis à avoir un afflux de consommateurs et à couper leur héroïne avec un produit particulièrement dangereux. D'ailleurs, ils ont conscience que c'est un produit particulièrement dangereux. Lors des auditions, ils nous ont dit que les vendeurs les avaient prévenus : « Attention ! C'est de la bonne, mais elle est un peu forte. » » **(Groupe focal application de la loi, Seine-Saint-Denis 2023)**

Six personnes impliquées dans ce trafic ont été jugées et condamnées à des peines de prison ferme²². Les jours et semaines qui ont suivi, le marché de l'héroïne est resté très perturbé, laissant apparaître d'autres phénomènes jamais observés jusqu'alors (présence de MDMA dosée à 80% et présentée comme héroïne sur un lieu de revente à Aulnay-Sous-Bois ne proposant habituellement que de la cocaïne et de l'héroïne²³) et des teneurs en opioïdes variant du simple au double un même jour sur une même commune²⁴.

La seconde vague d'accidents a démarré mi-juin 2023, cette fois-ci sur le secteur d'Aulnay-sous-Bois et Sevran Beaudotte. Le produit à l'origine de ces accidents a rapidement été identifié, les analyses révélant une composition similaire au produit en cause lors de la première vague.

Enfin, de nouveaux accidents liés à l'héroïne sont signalés au CAARUD Aurore 93 d'Aulnay-sous-Bois à l'automne 2023. Des analyses confirment le retour de substances revendues comme héroïne et contenant un mélange d'héroïne et de cannabinoïdes de synthèse, ou des cannabinoïdes de synthèse revendus comme héroïne. D'après les collectes effectuées et les témoignages recueillis, deux points de vente seraient concernés, à Aulnay-sous-Bois/Sevran et à Saint-Denis. Des usagers se seraient mobilisés et auraient obtenu des revendeurs de retirer rapidement ce produit de la vente. Suite à ces événements, et dans un contexte de raréfaction et de baisse globale des taux de pureté de l'héroïne (cf. figure 1), un des points de vente en question n'aurait pas rouvert selon les intervenants du CAARUD Aurore 93.

Une situation imprévisible et particulièrement accidentogène

Importante variabilité des teneurs en opioïdes, nouvelles substances adultérantes (cannabinoïdes de synthèse), tromperies (MDMA), variabilité des taux de substances adultérantes déjà connues (jusqu'à 40% de dextrométhorphan) posent ainsi les bases d'un marché d'héroïne très accidentogène en 2023.

¹⁹ Au niveau national, le signalement n'est toujours pas clôturé au 12 avril 2024.

²⁰ Via le système d'alerte rapide européen ou Early Warning System (EWS)

²¹ Pour European Monitoring Center for Drugs and Drug Addiction, observatoire européen des drogues et addictions.

²² Le Monde, *Trafic d'héroïne frelatée à Saint-Denis : prison ferme pour les jeunes prévenus*, 4 août 2023, disponible ici : https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/08/04/trafic-d-heroine-frelatee-a-saint-denis-prison-ferme-pour-les-jeunes-prevenus_6184428_3224.html

²³ Trois analyses ont été réalisées le 22 mai par ATPidf, révélant des teneurs situées entre 78 et 81% en MDMA pour des produits revendus comme héroïne dans une cité d'Aulnay-sous-Bois.

²⁴ Le 23 mai 2023, les analyses réalisées par ATPidf ont révélé des teneurs respectives de 9 et 19% d'héroïne sur deux collectes réalisées ce même jour par le CAARUD Aurore 93 et achetées par des usagers dans deux cités proches de la commune.

En 2024, le marché semble toujours très instable en Ile-de-France²⁵. Par ailleurs, le contexte international laisse craindre d'autres événements graves suite aux mutations du marché de l'héroïne dans les mois et les années à venir. En effet, l'Afghanistan, pourvoyeur de 80% de l'héroïne dans le monde²⁶, a diminué sa production d'opium de 95% entre 2022 et 2023²⁷ et l'EMCDDA estime à un an le délai entre les modifications de production de l'opium et leur impact sur le trafic international²⁸.

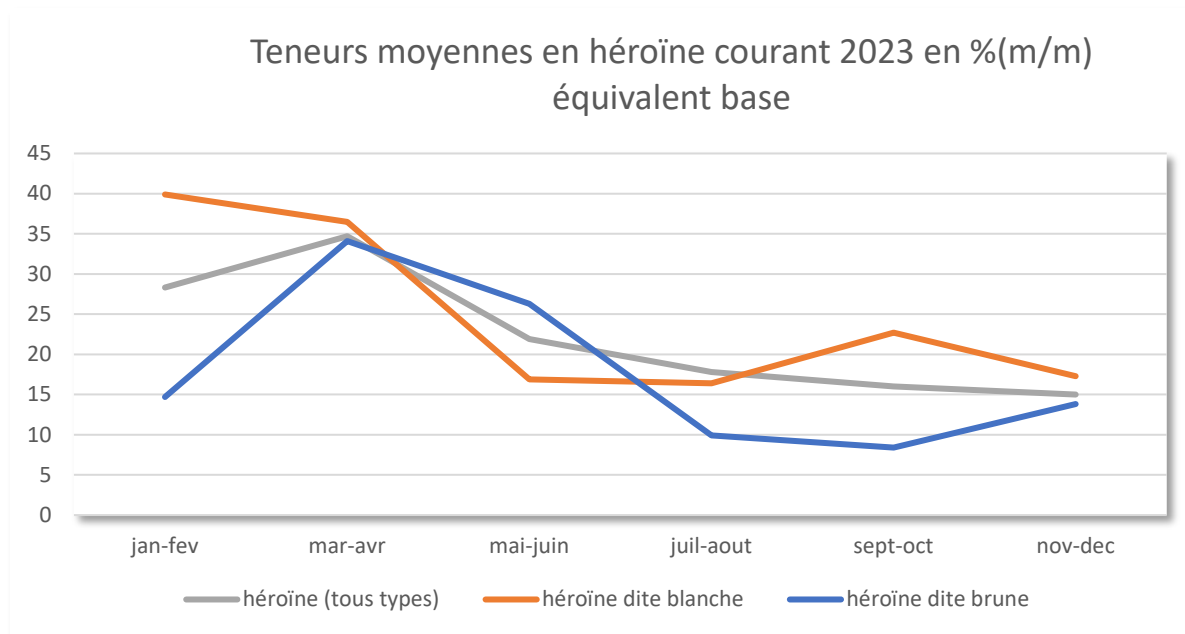


Figure 1 : évolution des teneurs en héroïne au cours de l'année 2023 en IDF. (Source ATPidf)

Des mesures de RdRD sont nécessaires, comme la diffusion massive de la naloxone et le déploiement d'initiatives adaptées d'analyse de drogues comme outil de RdRD et de veille. Le réseau européen TEDI²⁹ a émis en mars 2024 des recommandations exigeantes à ce sujet pour répondre aux évolutions présentes et futures du marché des drogues (présence d'équipe de professionnels qualifiés, couplage d'au moins deux méthodes analytiques, nécessité de détecter les substances même à dose inférieure à 1%...), ciblant en particulier les nouveaux opioïdes de synthèses, pouvant induire des surdoses fatales pour des doses consommées très faibles³⁰.

²⁵ Des analyses réalisées par ATPidf en février 2024 sur des échantillons d'héroïne provenant de deux points de vente distants de quelques centaines de mètres aux alentours d'Aulnay-sous-Bois/Sevran ont révélé des teneurs en opioïdes de 1% à plus de 80%.

²⁶ UNODC Research Brief, *Opium cultivation in Afghanistan, latest findings and emerging threats*, UNODC, 2022.

²⁷ UNODC Research Brief, *Afghanistan opium survey 2023*, UNODC, 2023. Disponible ici :

https://www.unodc.org/centralasia/en/news_september-december_2023/unodc-survey_afghanistan-opium-cultivation-in-2023-declined-95-per-cent-following-drug-ban.html

²⁸ EMCDDA, *EU Drug Market: Heroin and other opioids - Production of opioids*, EMCDDA/Europol, 2024.

²⁹ « Trans European Drug Information network » (TEDI) est un réseau européen de services d'analyse des drogues comme outil de réduction des risques. Ils partagent leur expertise et leurs données au sein d'un système européen de surveillance et d'information. TEDI fait partie du réseau « Nightlife Empowerment & Well-being Network » : New Net. En savoir plus : <https://www.tedinetwork.org/>

³⁰ TEDI Network, *Drug checking as an answer to shifting drug markets*, TEDI, 2024. Disponible ici :

<https://fedabxl.be/en/2024/04/les-services-danalyse-de-drogues-comme-reponse-a-levolution-du-marche-tedi/>

« Je suis parti dans l'autre monde, j'ai vu Dieu »

Les récits recueillis lors des trois vagues d'accidents survenus en 2023 ont permis de mieux contextualiser la situation et de documenter les effets ressentis par les victimes. La plupart d'entre elles sont âgées de 40 à plus de 50 ans, hommes et femmes aux situations socio-économiques diverses, le plus souvent consommateurs d'héroïne de longue date par divers modes d'administration (sniff, inhalation, injection). Ils décrivent des effets similaires, incluant des symptômes somatiques (tachycardie, « *j'ai eu l'impression que mon cœur allait s'arrêter* », essoufflement, difficultés respiratoires, soif intense soudaine) ou neuropsychiatriques (hallucinations, « *j'ai vu des poules* », « *je suis parti dans l'autre monde, j'ai vu Dieu* », syndromes confusionnels, « *après une taffe j'ai senti que ma tête partait ailleurs* », convulsions, « *picotements dans les doigts* », paralysie partielle du visage, incapacité à parler, chutes à répétition...). Un témoin décrit les alentours de la cité qui a revendu ce produit le soir du 16 mai : « *J'ai vu une série impressionnante de personnes titubant dans les rues, pris de convulsion, chutant, pris d'hallucination... Je n'avais jamais vu ça de ma vie...* ».

Les messages de RdRD habituels (fractionner, espacer les prises, etc.) ne semblaient pas suffisants pour diminuer les risques liés à la consommation ce produit.

« On a toujours dit aux gens fais-toi un petit taquet pour voir comment ça se passe, mais là... les gens disaient que même certains qui avaient consommé un quart de ce qu'ils consomment d'habitude s'étaient retrouvés à bouffer de la terre ou des trucs comme ça » (Intervenant en CAARUD, Seine-Saint-Denis)

Les témoignages montrent l'ampleur du choc subi par les victimes et l'importance de la présence de tiers au moment des accidents.

« Tu sais, la came frelatée qu'il y a eu sur Paname là. Tu vois ? Ben je faisais partie de ces gens-là. Je me suis retrouvée en réa, (...) je suis restée quinze jours. J'étais folle, folle de rage. J'y suis allée [à la cité des Cosmonautes, ndr] avec deux potes, et heureusement j'ai tapé dans la voiture. Si j'avais tapé chez moi toute seule je serais morte. Y'en a un qui prenait rien heureusement, et Fouad¹ et moi on a tapé dans la voiture. Il me dit « Hey, hey, hey », il voit que je réagis pas. Il me fout de l'eau sur la figure, il me tape, je réagis pas. Il dit « ok on va direct à l'hôpital ». On arrive là-bas ils disent « OD !!!! ». Moi je m'en fous j'étais plus là, c'est ce qu'on m'a dit. Ils m'ont mis en réa direct. » (Femme, 53 ans, Essonne)

« Mon mari est [a été] dans le coma, mon pote aussi, moi pas bien. (...) Ce jour-là, je suis allée acheter là où je vais acheter d'habitude, on a pris notre gramme, (...) on a partagé et on l'a sniffé. (...) Mon mari et mon pote tout de suite ils m'ont dit « on se sent mal », et je leur ai dit « bah qu'est-ce qu'on fait, on appelle les urgences ? », mon pote a dit « ouais ouais, vas-y appelle ». Donc mon mari a appelé le 15, moi j'ai appelé le 18. Ils ont mis du temps à venir, ils posaient mille questions... (...) On avait froid, on arrivait pas à bouger, qu'on soit assis ou debout, (...) J'avais l'impression de sortir de mon corps, (...) j'avais l'impression que je me parlais et je me voyais à côté de moi-même, j'avais le cœur qui palpitait bien sûr, je savais pas où j'étais, je savais même plus si j'étais chez moi, si j'avais tapé ou pas... oh, c'était affreux ! Même mon mari il m'a dit « ça y est je suis mort ». Il était debout dans le couloir, il bougeait plus, je l'ai ramené vers moi et je l'ai mis sur le canapé, et ça y est, il était parti, il ne bougeait plus. (...) Au bout de vingt minutes [les pompiers] sont enfin arrivés, et quand mon pote avait vu que mon mari était dans le coma, il est tombé dans le coma direct ! Donc ils l'ont mis dans la chambre ils ont commencé à le réanimer direct. (...) Je l'ai maudit le mec qui nous a vendu ça je te jure ! » (Femme, 52 ans, Essonne)

« Le deuxième jour, c'est encore mieux, une personne arrive en panique : « je brûle à l'intérieur ! ». On l'a laissée sous oxygène parce qu'elle disait ne pas pouvoir respirer. (...) Constantes sur l'oxymètre figées à 150 bpm, saturation assez bonne, en tout cas tu ne vois pas de détresse respiratoire, ce n'est pas hors de la normale. On lui a donné à boire un peu d'eau, elle a bu de l'eau mais elle continuait : « je brûle à l'intérieur ! ». Elle se contorsionnait sur le brancard. » (Intervenant en CAARUD, Seine-Saint-Denis)

Une diversification de l'offre de produits disponibles via le marché de rue et dans les points de vente de cité

Des produits associés aux espaces festifs désormais disponibles sur les points de vente de rue

En Ile-de-France, certains produits sont plus particulièrement associés à la vente de rue – médicaments psychotropes, cannabis, crack – ou dans les points de vente de cités – cocaïne, héroïne, cannabis, crack. D'autres sont traditionnellement associés à la vente par livraison, de plus en plus fréquemment via des applications de messagerie cryptée ou de réseaux sociaux – cocaïne, MDMA/ecstasy, cannabis, kétamine, LSD – ou via internet et les réseaux superposés (internet dit « de surface » ou *clear web*, *deep web*, *dark web*) – particulièrement les nouveaux produits de synthèse (NPS)³¹ tels que les cathinones, ainsi que la majorité des substances psychotropes existantes.

Les observations menées en 2023 montrent un élargissement de l'offre de produits disponibles sur le marché de rue ainsi que dans des points de vente de cité : la revente de kétamine, de MDMA/ecstasy, et plus à la marge de LSD a été rapportée dans le nord de Paris, en Seine-Saint-Denis, mais également en Essonne.

Les prix y sont variables et peuvent parfois se situer en dessous du prix couramment pratiqué en livraison. La revente sur une porte du périphérique parisien de 3-MMC au prix de 15 euros le gramme, rapportée par les services de police ainsi que plusieurs acteurs de RdRD, en est l'exemple le plus marquant.

« [Ces usagers] ne font pas trop appel aux dealers WhatsApp. Ils ont un plan dans le nord-est parisien. (...) Ils connaissent un endroit où il y a des dealers de rue, c'est toujours le même endroit. Ils y trouvent de la 3 à 15 euros le gramme, c'est pas cher. Là-bas, ils vendent aussi de la cocaïne à 50 euros et de la kétamine, dont je n'ai pas le prix. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Ces produits nouvellement disponibles en rue et dans des foyers corroborent l'hypothèse selon laquelle certains réseaux de cité, qui proposent parfois également la livraison, diversifient leur offre.

Parallèlement, l'augmentation des saisies de MDMA/ecstasy et de cathinones par les forces de l'ordre en 2023, notamment sur des points de vente de cité, tend à confirmer cette diversification de l'offre.

« Nos chiffres malheureusement confirment vos propos sur la présence de la MDMA et de la méthamphétamine. Nous enregistrons une hausse très significative des saisies de MDMA, que ce soit sous la forme cristal ou ecstasy. À l'heure actuelle, 400 000 cachets et plus de 51 kilos sous forme cristalline sont saisis [ndlr : en Ile-de-France]. La MDMA vient toujours du nord de l'Europe. » (Groupe focal application de la loi Seine-Saint-Denis, 2023)

De manière plus marginale, le tramadol, un médicament opioïde antalgique, est également à disposition sur un nouveau point de vente de rue. Sa présence sur le marché de rue était jusqu'à lors instable et très faible en comparaison des autres médicaments opioïdes tels que le sulfate de morphine (Skenan®) ou la méthadone. Cette offre récente semble répondre à une demande de la part d'usagers en grande précarité récemment arrivés en Ile-de-France, notamment des personnes migrantes originaires d'Afrique subsaharienne ayant initié leur usage de tramadol avant leur arrivée.

Quartier de Barbès : du marché des médicaments à l'offre multiproduits ?

Dans Paris *intramuros*, le quartier de Barbès et ses rues alentours, de la Goutte-d'Or à Château-Rouge, figurent parmi les sites historiquement associés à la revente de drogues illicites – particulièrement l'héroïne jusqu'à la fin des années 1990, peu à peu remplacée par le crack – et plus récemment au

³¹ Des ressources documentaires et les principales données de cadrage concernant les NPS sont disponibles ici : <https://www.ofdt.fr/produits-et-addictions/de-z/nouveaux-produits-de-synthese/>

marché de rue des médicaments psychotropes (Subutex®, benzodiazépines, Lyrica®) ainsi que des cigarettes de contrebande.

Le long du boulevard Barbès, les revendeurs sont présent sur le trottoir à quelques mètres les uns des autres et proposent, en plus des cigarettes, les médicaments susnommés. L'offre est structurée par petites zones, chaque médicament étant proposé par des revendeurs et sur un secteur bien précis.

Néanmoins, si le quartier est identifié comme le lieu ressource historique du trafic de médicaments, l'offre se diversifie depuis quelques années. Aux médicaments psychotropes, et au cannabis très disponible et accessible depuis plusieurs années voire décennies, se sont ajoutés le crack³², puis la MDMA sous forme de comprimés d'ecstasy³³, ainsi que l'héroïne dont l'accessibilité était devenue très limitée au début des années 2000³⁴. A la fin de l'année 2023, un premier « plan » de cocaïne (sous forme chlorhydrate, à la différence de la forme base) a été identifié, puis cinq autres points de vente de rue sont apparus les semaines suivantes. Ceux-ci proposent des unités à 20 ou 30 euros, rendant accessible ce produit à des usagers de la marginalité urbaine³⁵. D'un lieu de vente consacré quasi exclusivement aux médicaments, le quartier de Barbès/Château-Rouge/la Goutte d'Or est ainsi devenu un point de vente où l'offre de produits s'est progressivement mais véritablement étendue et diversifiée.

Que se cache-t-il derrière l'appellation 3-MMC ou « 3 » en 2023 ?

Qu'elle soit achetée via internet, en livraison via les applications de messageries ou de réseaux sociaux, ou sur des points de vente physique (marché de rue ou fours de cité), le classement de la 3-MMC sur la liste II de l'Opium Act³⁶ hollandais en novembre 2021 continue d'interroger quant à ses conséquences sur la nature réelle du produit vendu sous cette appellation.

Déjà observé et décrit par TREND en 2022³⁷, ce phénomène s'est poursuivi en 2023. Les analyses réalisées en Ile-de-France en 2023 via les réseaux d'analyse de drogues à visée de RdRD et de veille (SINTES, Analyse ton prod' IdF) montrent que si la 3-MMC ou la « 3 » reste la cathinone la plus attendue par les usagers (cf. figure 2), d'autres cathinones composent en réalité ce qui est vendu sous l'appellation 3-MMC ou 3, à l'insu ou non des usagers. Il peut s'agir de molécules proches à l'instar de

³² La cocaïne base, qui circule sous l'appellation « crack » ou « free base », est un dérivé du chlorhydrate de cocaïne, résultant de l'adjonction de bicarbonate ou d'ammoniac. Cette transformation permet une cristallisation de la poudre en petits cailloux, destinés à être fumés et plus rarement injectés. (<https://www.ofdt.fr/produits-et-addictions/de-z/cocaine-et-crack/>). Fréquemment identifié comme un produit uniquement accessible via les scènes de crack du nord-est parisien, sa disponibilité et son accessibilité sont en effet très instables dans le quartier de Barbès/Château-Rouge depuis le milieu des années 2010. En 2023, une source associative fait état de deux réseaux de revente distincts qui auraient rendu le crack plus disponible que dans les dernières années.

³³ La présence d'un « plan » d'ecstasy/MDMA à proximité du métro Barbès-Rochechouart est attestée à partir de 2018. Cf. « Ecstasy-MDMA », in Pfau G., Flye Sainte-Marie G., Pecquart C., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en 2018*, Oppelia Charonne/OFD, 2019, pp. 64-66. L'année suivante, les observations font état d'au moins un point de vente véritablement installé.

Cf. « Usages et trafic de MDMA en dehors de l'espace festif », in Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFD, 2020, pp. 38-39.

³⁴ Si l'héroïne a toujours été disponible dans le quartier, son accessibilité est en revanche très variable.

³⁵ Cf. « A Paris, diffusion inédite des usages de cocaïne dans l'espace de la marginalité urbaine », pp. 29-31 de cette note.

³⁶ L'*Opium Act* ou « Loi sur l'opium » classe les substances illicites aux Pays Bas. La liste I détermine les drogues considérées comme « dures », la liste II détermine les drogues considérées comme « douces ». Ce classement est disponible ici : <https://wetten.overheid.nl/BWBR0001941/2023-09-12#Bijlage1>

³⁷ Cf. « La 3 dans tous ses états », in Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Ile-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFD, 2023, pp. 32-34.

la 2-MMC, 3-CMC, 4-MMC... Chacune de ces cathinones induisent des effets empathogènes, entactogènes et stimulants proches de la 3-MMC, mais à des degrés variables.

En Ile-de-France en 2023, parmi ces molécules, la 3-CMC reste la plus fréquemment analysée à la place de la 3-MMC attendue par les usagers. Près de 50 % des substances présentées comme 3-MMC ou « 3 » et analysées par ATPidf contiennent en réalité de la 3-CMC. 40 % des échantillons restants se divisent à parts égales entre la 3-MMC et la 2-MMC. Les 10% restant représentant diverses cathinones, dont des mélanges (cf. figure 3).

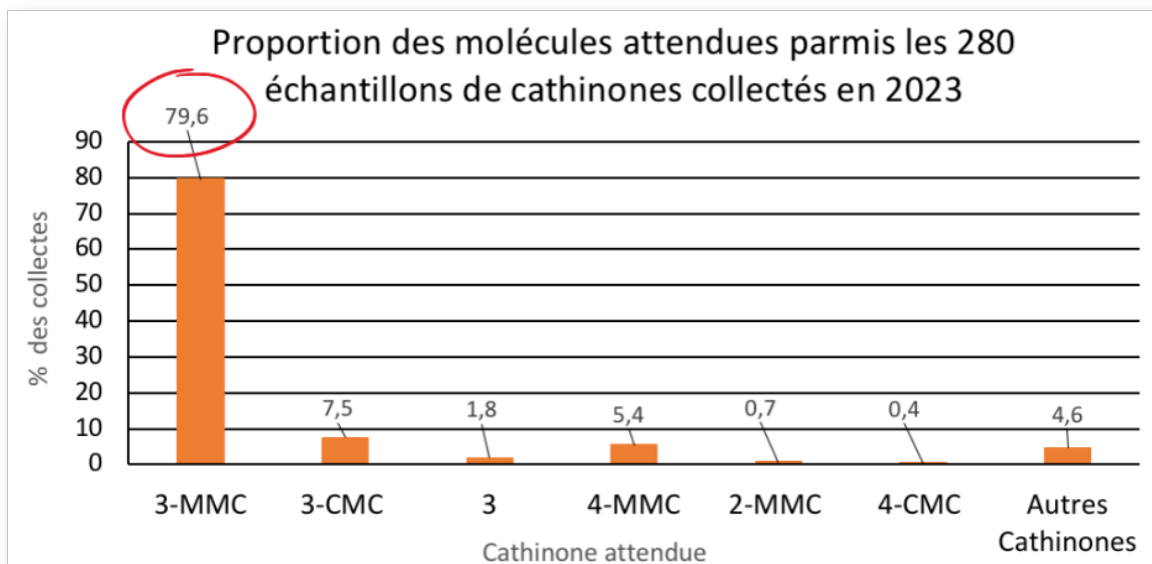


Figure 2 (Source : ATPidf)

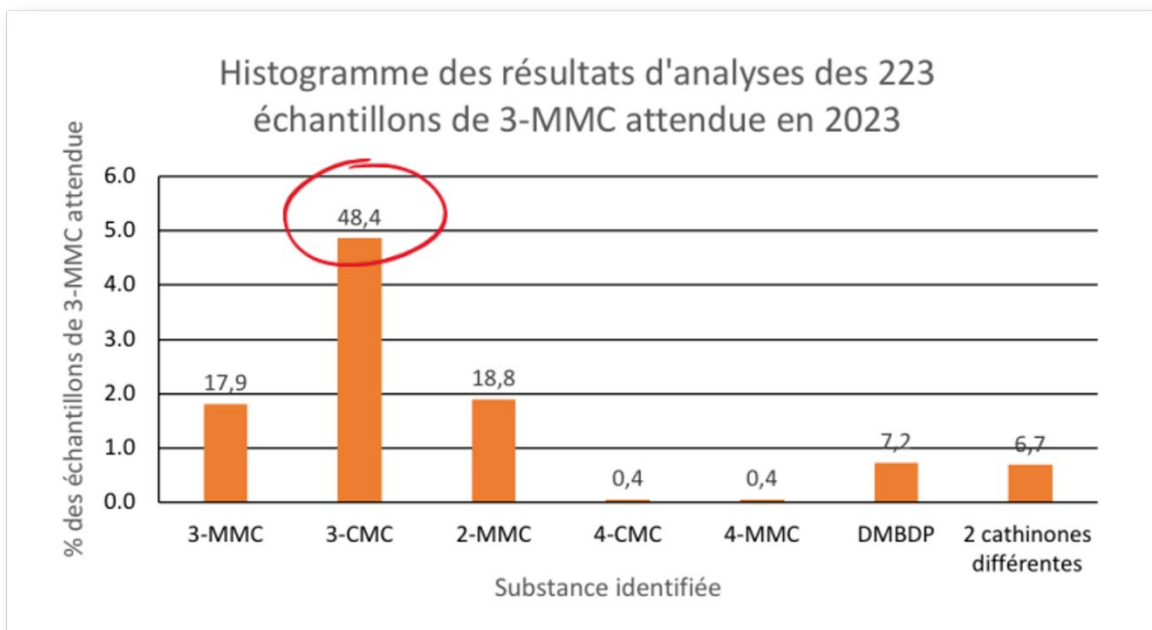


Figure 3 (Source : ATPidf)

La variabilité des molécules vendues sous l'appellation 3-MMC peut provoquer des effets inattendus et induire des changements de pratiques, de choix de produits, notamment dans les espaces liés au

chemsex et plus à la marge dans certains espaces festifs³⁸. Pour autant, les effets induits répondant souvent peu ou prou aux attentes des usagers de cathinones, leur potentialité addictive ainsi que son coût inférieur à d'autres stimulants comme la cocaïne maintiennent le niveau de consommation parmi les usagers enquêtés de 3-MMC, qu'elle soit réelle ou supposée.

Parallèlement, plusieurs témoins affirment que la 3-MMC (dont le contenu est conforme à l'appellation) reste accessible en Ile-de-France en 2023, ou serait réapparue après une période de pénurie, mais avec une disponibilité et accessibilité moindres. Plusieurs usagers, par les effets ressentis, attendus ou indésirables, estiment être en mesure de distinguer la 3-MMC des autres cathinones et affirment ainsi que la « vraie 3-MMC » reste relativement accessible.

« [Plusieurs enquêtés] disent aussi – écrans à l'appui – que les cathinones sont désormais vendues par la plupart des réseaux de livraison à domicile (40€/g, 1500€/50g), d'ailleurs L. et Teuffeur pensent que dans le cas des réseaux ultra-professionnalisés il s'agit de véritable 3-MMC et non de cathinones de remplacement. » (Note ethnographique espaces festifs IdF n°1, 2023)

Développement du marché de la prégabaline (Lyrica®) en Ile-de-France

En 2023, plusieurs sources (groupes focaux, ethnographie) indiquent que le marché de la prégabaline (Lyrica®)³⁹ poursuit son développement en Ile-de-France. Si le marché était déjà bien implanté et stabilisé dans le 18^{ème} arrondissement de Paris et en Seine-Saint-Denis⁴⁰, d'autres points de vente de rue ont été rapportés cette année, dans le sud de Paris (14^{ème} arrondissement) ainsi que dans les Hauts-de-Seine. Les personnes impliquées dans la revente de Lyrica® sont majoritairement des hommes majeurs ou mineurs originaires d'Afrique du Nord, et sont pour la plupart usagers-revendeurs.

Ce médicament détourné de son usage médical peut être vendu soit à l'unité, soit à la plaquette. Le prix à l'unité, identique aux années précédentes, varie entre 1,50 et 2,50 euros le comprimé de 300 mg. Les liens de proximité entretenus avec le vendeur ou le fait de s'adresser toujours à la même personne permet d'obtenir un prix plus bas. A l'inverse, ne pas connaître le vendeur inciterait celui-ci à augmenter le prix unitaire. Cette logique est fréquemment observée dans de nombreux points de vente de rue.

Outre la multiplication des points de vente de Lyrica®, de nouvelles données quant à l'organisation de son trafic ont été collectées en 2023 et permettent de préciser différentes sources d'approvisionnement du marché de rue de ce médicament en Ile-de-France. D'une part, le nomadisme médical et pharmaceutique semble se maintenir. Ce procédé consiste à obtenir des ordonnances auprès de plusieurs médecins de ville par des usagers-revendeurs, puis à se faire délivrer le médicament dans différentes pharmacies. Si des praticiens sont régulièrement identifiés et sanctionnés par la CPAM, ce mode d'approvisionnement du marché noir se maintient. Le système des

³⁸ Cf. « Délaissée par certains chemsexuels, la « 3 » poursuit sa diffusion dans les espaces festifs et urbains », pages 42-43 et « Chemsex : logiques d'usage différenciées et apparition de nouveaux espaces », pages 39-40 de cette note.

³⁹ La prégabaline est un médicament prescrit contre les douleurs neuropathiques, l'épilepsie ou dans le cas de certains troubles anxieux. En dehors du cadre de ces indications médicales, cette substance peut être utilisée de façon détournée par les personnes qui en recherchent les effets psychoactifs.

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/tendances/substances-psychoactives-usagers-et-marches-tendances-en-2022-tendances-160-décembre-2023/>

⁴⁰ Cf. « La prégabaline désormais bien installée dans le paysage francilien des drogues », in Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Ile-de-France en 2022*, Ophelia Charonne/OFDT, 2023, pp. 21-22.

ordonnances sécurisées de Lyrica® mis en place au deuxième trimestre 2021⁴¹ n'a donc provoqué qu'un effet limité sur ce mode d'approvisionnement.

Plusieurs acteurs des services d'application de la loi font également état de l'implication de filières d'approvisionnement internationales, en provenance du Maghreb d'une part, et plus récemment en provenance d'Europe du Nord (Benelux notamment). Les informations collectées ne permettent pas de déterminer s'il s'agit de médicaments issus de laboratoires illicites ou de médicaments légaux sortis du circuit officiel. Ces données laissent néanmoins supposer l'existence de réseaux plus ou moins organisés de trafic de prégabaline. La saisie conjointe par les services de police de comprimés d'ecstasy/MDMA et de comprimés de prégabaline, émanant d'un même fournisseur, alimente également cette hypothèse.

La place importante occupée par le Lyrica® au sein du marché de rue francilien peut également s'expliquer par le développement des consommations et l'évolution des usages. En effet, d'anciens consommateurs de Rivotril® lui préfèrent désormais le Lyrica®⁴². Parallèlement, de nouveaux profils apparaissent parmi les usagers de Lyrica®, le plus souvent en situation de précarité économique⁴³, mais également des personnes socialement insérées ou semi-insérées qui le consomment soit pour l'expérimenter, soit à la suite d'une prescription médicale de prégabaline ayant entraîné une dépendance.

Modalités d'approvisionnement du crack observées dans l'espace de la marginalité urbaine

Les données collectées relatives au trafic de crack dans l'espace de la marginalité urbaine en 2023 s'inscrivent dans la continuité des événements observés l'année précédente. Pour rappel, la scène ouverte installée sur le square Forceval a été démantelée le 5 octobre 2022 sur ordre du ministère de l'Intérieur⁴⁴. La dispersion des consommateurs⁴⁵ suivie de la mise en place d'un important dispositif policier empêchant le regroupement et la fixation de groupe d'usagers dans le paysage urbain parisien ont largement déstabilisé le marché du crack.

Déstabilisation du marché du crack et nouveaux profils de revendeurs

Jusqu'en 2022, plusieurs points de vente étaient identifiés par les consommateurs dans le nord-est parisien. Ceux-ci étaient majoritairement tenus par des vendeurs de type « modou »⁴⁶, soit de passage pour approvisionner régulièrement en crack les usagers sur leurs lieux de rassemblement, soit en s'y établissant de manière quasi constante, comme cela a été le cas sur la scène de Forceval. Depuis

⁴¹ En 2020, la prégabaline était le médicament faisant l'objet du plus grand nombre de suspicions de d'ordonnances falsifiées selon l'enquête OSIAP (Ordonnances suspectes, indicateurs d'abus possibles). Cf. CEIP-A de Toulouse, *Principaux résultats de l'enquête OSIAP 2020*, Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), 2022.

⁴² Cf. « Le clonazépam (Rivotril®), entre maintien de son usage et remplacement par la prégabaline (Lyrica®), pages 32-33 de cette note.

⁴³ Cf. « La prégabaline désormais bien installée dans le paysage francilien des drogues », *ibid.*

⁴⁴ Cf. « Le démantèlement de Forceval », in Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Ile-de-France en 2022*, Ophelia Charonne/OFD, 2023, pp. 15-17.

⁴⁵ Sur ce sujet, cf. « Du démantèlement de Forceval aux Jeux Olympiques de Paris 2024 : la recomposition des scènes de drogues du nord-est parisien », pages 22-28 de cette note.

⁴⁶ Depuis le début des années 1990, le marché de rue du crack est dominé par des filières ouest-africaines. Les revendeurs sont majoritairement des hommes d'origine sénégalaise appartenant à l'ethnie wolof et dénommés « modous », terme signifiant « petit commerçant » en wolof. Cf. « Les filières sénégalaises », dans Cadet-Taïrou A., Jauffret-Roustide M., Gandilhon M., Dambélé S., Jangal C., *Synthèse des principaux résultats de l'étude Crack en Île-de-France*, Inserm/OFD, 2021, pp. 5-6.

l'évacuation de cette dernière, aucun lieu de vente fixe diurne n'est réapparu dans l'espace urbain parisien. Des modous ont été interpellés puis incarcérés, la longueur des peines prononcées (jusqu'à cinq ans) semble avoir encouragé d'autres revendeurs issus de la même communauté à opérer de manière plus discrète. Ces derniers sont ainsi devenus nettement moins visibles dans l'espace public pendant plusieurs mois, notamment en changeant systématiquement le lieu et l'horaire pour y réaliser les transactions.

« Il faut considérer le crack dans son évolution depuis le démantèlement du site de Forceval : nous sommes face à une déstructuration du marché. À Forceval, le crack se vendait en journée et en soirée sur une zone très localisée. La chasse et le démantèlement de ces zones ont éparpillé les secteurs. Aujourd'hui, il faut considérer la vente de crack sur des zones temporelles et géographiques » (Fonctionnaire de police, groupe focal application de la loi, Paris 2023)

De la Porte de la Chapelle à la Porte de Pantin, de nombreux points de vente éphémères sont apparus, tandis que les profils des revendeurs se sont diversifiés, les modous et les filières sénégalaises ne détenant plus le quasi-monopole du marché de rue. Profitant de cette désorganisation, des usagers précaires s'adonnent désormais plus ou moins ponctuellement à la vente de crack, qu'ils cuisinent⁴⁷ parfois eux-mêmes. D'autres se font également confier la revente des galettes par des modous soucieux de discrétion. Selon un intervenant en CAARUD, ces derniers iraient à la rencontre des usagers tôt le matin pour leur confier un stock de galettes à écouler tout au long de la journée, contre une rétribution en produit.

A ces nouveaux profils de revendeurs s'ajoutent également des usagers-revendeurs originaires des Antilles dont l'implication dans le marché du crack de rue est ancienne, ainsi que des personnes originaires d'Afrique subsaharienne fréquentant les mêmes espaces que les consommateurs de crack et faisant usage de cocaïne, de médicaments et de l'alcool.

« On voit apparaître des dealers-consommateurs – sniffeurs de cocaïne, alcoolodépendant, 10 valium par jour – qui vendent également des galettes. Pour l'intervenante qui a connu la colline, ce n'est plus du tout le même mode de vente de galette qu'il y a quatre ans. A la colline, c'était plus organisé : quatre modous venaient, il y avait des roulements, des rabatteurs, etc. Aujourd'hui, elle ne voit plus cette organisation. Ce ne sont plus des Sénégalais obligatoirement. Il y en a beaucoup moins. D'autres personnes souvent africaines vendent. Ces personnes sont aussi des consommateurs surtout de cocaïne et un peu de crack. On se demande comment sont structurés ces réseaux. » (Note ethnographique n°1 espace de la marginalité urbaine, Paris 2023)

Prix du crack en légère hausse sur le marché de rue

Suite au démantèlement du square Forceval fin 2022, le prix courant de la galette de crack était de 15 euros sur le marché de rue. Il semblerait que cette année ce prix varie entre 15 et 20 euros l'unité, sans qu'il soit possible de vérifier si cette augmentation soit corrélée à la taille des unités vendues. Comme les années précédentes, des galettes et unités de taille plus importantes (dénommées « lunes », « demi-lunes ») sont également disponibles, dans le marché de rue parisien et dans les foyers de cité, en Seine-Saint-Denis et en Essonne.

⁴⁷ La « cuisine » consiste à transformer le chlorhydrate de cocaïne en cocaïne-base (ou crack) grâce à l'adjonction de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque.

Prix des principales drogues vendues à Paris et en Ile-de-France en 2023

Produits		Prix (en euros)	Commentaires
Cannabis	Herbe	Prix courant : 7 à 10 Prix bas : 5 Prix haut : 20	En livraison, le prix de certaines variétés d'herbe réputées fortement dosées en THC peut s'élever à 20 €/g.
	Résine	Prix courant : 5 à 7 Prix bas : 5 Prix haut : 20	Plusieurs appellations et variétés sont disponibles : « mousseux », « jaune », « noir ».
Cocaïne		Prix courant : 60 Prix bas : 40 Prix haut : 80	En Ile-de-France, le prix courant en livraison est de 50 à 80 €. Dans les fours de cité, celui-ci est de 50 €.
Crack (galette)		Prix courant : 15 Prix bas : 9 Prix haut : 50	Dans l'espace urbain parisien (rue, métro), le prix unitaire du crack est de 15 €, en légère hausse en 2023. Les réseaux de cité le vendent de 20 à 50 € l'unité selon sa taille
MDMA/Ecstasy	Comprimé (unité)	10	Prix très dégressif selon la quantité vendue
	Poudre/Cristaux	Prix bas : 30 Prix haut : 50	
Kétamine		Prix courant : 30 ou 40 Prix bas : 15 Prix haut : 50	Plus grande variabilité des prix en livraison observée en 2023.
3-MMC		Prix courant : 40 Prix bas : 30 Prix haut : 50	Prix sur le marché en livraison. Sur les sites internet, la 3-MMC est vendue à moins de 20 €/g. Vendue sous l'appellation de 3-MMC, mais peut être une autre cathinone, le plus souvent de la 3-CMC.
Héroïne		40	Certains réseaux proposent la livraison, dont le coût et de 10 à 20 € par transaction.
Médicaments opioïdes	Méthadone (fiole de 60 mg, gélule de 40 mg)	Prix courant : 5	Le prix varie en fonction de la disponibilité et peut grimper jusqu'à 10 € un jour de pénurie.
	Sulfates de morphine (Skenan®) (gélule de 100 mg)	Prix courant : 5	Le prix varie en fonction de la disponibilité et peut grimper jusqu'à 10 €, voire 20 € un jour de pénurie.
	BHD (Subutex®) (comprimé de 8 mg)	Prix courant : 2 à 5	Le prix varie en fonction du lieu de revente et des affinités entre client et revendeur
Autres médicaments psychotropes	Prégabaline (Lyrica®) (comprimé)	Prix courant : 2	La forme la plus citée est le comprimé de 300 mg
	Clonazépam (Rivotril®) (Comprimé de 2 mg)	Prix courant : 2 à 3	Le prix varie en fonction du client et de la disponibilité du produit
GBL (fiolles de 50 ou 100ml)		Prix bas : 30 Prix haut : 50	Prix du produit vendu en soirée. Sur internet, celui-ci est de 60 à 150 € le litre.

Produits	Prix (en euros)	Commentaires
LSD (buvard, goutte)	10	Une unité se vend sous forme de "buvard" (petit carton imprégné de LSD) ou sous forme liquide dont une goutte équivaut à une dose.
Tucibi, "cocaine rose", "pink powder"	Prix bas: 50 Prix haut : 80	Produit peu disponible, uniquement en livraison. Pas de données permettant d'établir un prix courant.
Amphétamine/speed	10	Produit toujours très peu disponible en 2023
Méthamphétamine	Prix courant : 120 Prix bas : 80 Prix haut : 150	D'une année sur l'autre les prix peuvent fortement varier en fonction de la disponibilité et de la pureté du produit.

Prix exprimés en euros et pour 1 gramme (noté g.), sauf mention contraire.

Pour les substances n'apparaissant pas dans ce tableau, le faible nombre de transactions rapportées et/ou l'absence de marché installé ne permettent pas d'établir un prix courant (prix le plus fréquemment rapporté). C'est le cas notamment des médicaments tels que le zolpidem (Stillnox[®]) ou le tramadol.

(Sources : ethnographie, entretiens collectifs)

Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine

Du démantèlement de Forceval aux Jeux Olympiques de Paris 2024 : la recomposition des scènes de drogues du nord est parisien

La question de la présence des usagers de drogue dans l'espace public a toujours constitué un enjeu autour duquel plusieurs types d'acteurs se mobilisent : la Ville de Paris et les autres municipalités franciliennes, les collectivités locales, l'Etat, les acteurs de la santé, les associations de réduction des risques, les associations de riverains, les riverains non constitués en association, les acteurs du trafic, les forces de l'ordre et les usagers eux-mêmes. En fonction des lieux occupés par les scènes de drogues, certains acteurs se mobilisent plus que d'autres, exercent des pressions pour faire valoir leurs intérêts et à chaque épisode, chaque nouveau déplacement de scène, les rapports de forces qui les opposent se redessinent. Dans cette dynamique, la question de l'occupation sociale de l'espace public et de la place réservée aux personnes marginalisées⁴⁸ dans la ville demeure centrale.

Dans le nord-est parisien et le département voisin de Seine-Saint-Denis, les scènes de drogues urbaines se recomposent ainsi depuis une quarantaine d'années. Cette recomposition se manifeste à travers deux dimensions : d'abord géographique puisque les usagers ne peuvent plus se rassembler en grand nombre ni occuper les mêmes lieux selon la même temporalité. La deuxième dimension est relative aux profils des personnes présentes : de nouveaux usagers issus de communautés jusqu'alors non associées aux usages de drogues font maintenant pleinement partie de ces groupes. Aussi, plutôt que de scène de crack, terme aujourd'hui réducteur, il devient question ici de scènes de polyconsommation où plusieurs produits sont vendus et consommés de manière plus ou moins massive : cocaïne, benzodiazépines, opioïdes et parfois ecstasy sont présents aux côtés du crack, lui-même consommé par la majorité des usagers de l'espace de la marginalité urbaine.

Avec l'arrivée dans la capitale de nombreux visiteurs étrangers à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024, l'image de la ville est devenue au cours des derniers mois un enjeu politique et économique majeur⁴⁹ et les espaces publics sont en priorité organisés pour accueillir ce méga-événement sportif. Dans ce contexte, les marges urbaines font l'objet de stratégies d'invisibilisation, et l'action des forces de l'ordre visant à empêcher la réinstallation de scènes de drogues de grande ampleur est particulièrement vive depuis l'année 2023, accentuant toujours plus les phénomènes de violences déjà observés les années précédentes.

⁴⁸ Des recherches ethnographiques menées auprès de jeunes sans-abris lors des jeux olympiques de Vancouver en 2010 puis de Londres en 2012 ont exploré la manière dont les logiques de sécurité et de surveillance s'y entrecroisent avec la logique de nettoyage de la ville pour exacerber l'exclusion sociale des jeunes marginalisés, qu'il faut cacher ou éloigner de la ville qui accueille ce « méga-événement ». Cf. Kennelly J., « You're making our city look bad : olympic security, neoliberal urbanization and homeless youth », *Ethnography*, 2015, vol.16 n°1, pp.3-24 ; Kennelly, J., Watt, P., « Restricting the public in public space : the London 2012 Olympic Games, hyper-securitization and marginalized youth », *Sociological Research Online*, 18(2), 2013, pp. 131-136.

⁴⁹ Dans la compétition internationale que se livrent les grandes métropoles pour maintenir leur statut de « ville globale », l'accueil de méga-événements tels que les JOP permet de se démarquer et de rayonner. Dans une optique néolibérale, leur attractivité (avant tout économique) repose sur une image de la ville sûre, propre, enviable et dénuée de ses « out of space », parmi lesquels les usagers de drogues marginalisés. Cf. Klimentova I., Valkovicova V., « You can say – we do not want the junkies and the sex workers. But they are here ! On the spatial exclusion of anti-social behaviour in Bratislava – Nove Mesto », *Central European Journal Public Policy*, vol.11 n°2, 2017, pp.61-72.

Le square Forceval, dernière scène ouverte de grande ampleur en 2022

Jusqu'à son démantèlement début octobre 2022⁵⁰, le square Forceval a constitué le plus important site de consommation et de revente de crack dans l'espace urbain francilien. Attirant une clientèle nombreuse, locale, régionale voire bien au-delà, cet espace situé dans le 19^{ème} arrondissement aux abords du boulevard périphérique était également un lieu de regroupement, d'habitation pour certains, et de diverses formes de sociabilités pour de nombreux usagers de drogues marginalisés. Outre le crack, il était également possible de s'y procurer des médicaments opioïdes (méthadone, Skenan®, Subutex®) ainsi que, dans une moindre mesure, de l'héroïne et de la cocaïne, mais également toutes sortes de produits alimentaires ou de première nécessité. Le square Forceval est ainsi la dernière scène ouverte de drogues parisienne d'envergure, s'inscrivant dans un mouvement plus général de recomposition des sites de consommation et de revente de crack à l'œuvre depuis une trentaine d'années⁵¹. Instaurée de façon délibérée par les pouvoirs publics⁵², la scène de Forceval avait succédé à celle du Jardin d'Eole, elle-même réminiscence du site de « la Colline » ayant engendré entretemps par effet de vases communicants plusieurs points de fixation d'usagers et revendeurs dans le nord-est de Paris (Porte d'Aubervilliers, Rosa Parks, Stalingrad, métro...).

Dispersion et mobilité forcée permanente pour les usagers

Cette recomposition des scènes de drogues est généralement décrite et analysée à travers le prisme du produit crack. Objet de polémiques récurrentes et anciennes⁵³, la question du crack s'impose de façon régulière dans le débat public et fait l'objet de positionnements politiques divers. Lorsqu'elle se décline sur le volet de la sécurité publique, la réponse apportée aux problématiques liées au crack dépasse pourtant largement ce seul produit et vise de façon indifférenciée la grande majorité des usagers de drogues, voire des personnes en situation de grande précarité présents dans l'espace public urbain. Celle-ci se manifeste principalement à travers l'action des forces de l'ordre, consistant à empêcher tout regroupement ou stagnation d'usagers dans l'espace public, afin de prévenir toute reconstitution de scène ouverte de drogues ou réinstallation de campement⁵⁴. Ces mesures d'éviction entraînent la dispersion des usagers marginalisés, contraints à une mobilité forcée.

La dispersion des usagers s'est ainsi poursuivie voire renforcée en 2023, sous l'effet d'une présence policière quasi permanente de la Porte de la Villette à la Porte de la Chapelle, en passant par Stalingrad et les alentours du Jardin d'Eole, ou les abords des grandes gares. Au mois d'avril, la Préfecture de

⁵⁰ Cf. « Les dernières évolutions de la scène de crack », dans Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Ile-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, pp. 13-18.

⁵¹ Cf. notamment « Le crack, une singularité parisienne », dans Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *ibid*, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, pp. 44-48.

⁵² Fin septembre 2021, la Préfecture de Police a procédé à l'expulsion de la scène ouverte installée sur les trottoirs adjacents aux Jardins d'Eole fermés quelques mois plus tôt, en affrétant des bus pour conduire les usagers et les y regrouper au square Forceval. Cf. « De la Colline au square Forceval, énième déplacement de la scène de crack parisienne », dans Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, pp. 21-24.

⁵³ A titre d'exemple, concernant la situation du début des années 1990, Cf. Ingold F-R., Toussirt M., *La consommation de crack à Paris : état des lieux, tendances en cours*, Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance, 1997. A propos de l'importante polémique du début des années 2000 autour du crack dans le quartier de Stalingrad, Cf. Doubre O., « La scène du crack. Lieu de vente, de consommation, d'affrontement », *Vacarme*, n°23, pp. 115-119, 2003.

⁵⁴ Depuis le démantèlement de la Colline fin 2019, d'importants dispositifs policiers ont été instaurés à cet effet, dont celui dit de Lutte contre l'implantation de campements (LIC). Cf. « Les mutations du paysage du crack », dans Pfau G., Lovera M., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2020*, Oppelia Charonne/OFDT, 2021, pp. 43-45.

Police a publié un arrêté « portant interdiction des regroupements de consommateurs de cocaïne base dans certains secteurs de Paris et de la Seine-Saint-Denis »⁵⁵. 48 « secteurs » (rues, avenues, impasses, places...) sont concernés. Les forces de l'ordre empêchent alors les usagers de stationner, de se regrouper, d'installer un campement, leur imposant de fait une mobilité permanente. En conséquence, les usages et le trafic s'effectuent de manière toujours plus discrète et mobile afin d'échapper aux contrôles d'identité incessants des forces de l'ordre.

« Ils empêchent les gens de se regrouper (...). À porte de la Chapelle, ils n'acceptent plus que les usagers se posent. Du coup, s'il y a des usagers, (...) il faut qu'ils aillent vers la station ou qu'ils circulent. Il y a également du contrôle au faciès. (...) Avec la présence policière et le fait qu'on les décale constamment, des arrêtés préfectoraux ont été pris, notamment dans un certain nombre de rues à Paris. Du coup, il leur était interdit d'être présents dans ces rues-là. En fait, on les bouge sans cesse. On leur dit d'aller à un endroit, puis on leur dit d'aller à un autre endroit, et ainsi de suite. »
(Intervenante en CAARUD, Paris)

Futur site prévu pour accueillir des épreuves des Jeux Olympiques de Paris 2024, la réhabilitation du quartier de la Porte de la Chapelle s'est poursuivie toute l'année 2023. Une aréna y a été bâtie face à l'emblématique « colline du crack » démantelée fin 2019⁵⁶. Les travaux de rénovation urbaine offraient jusqu'à lors des coins de repli aux usagers, ils en sont désormais chassés à nouveau.

Déstabilisation du marché du crack et reconfiguration des scènes de drogues

La déstabilisation du marché de rue du crack observée après le démantèlement de Forceval s'est maintenue tout au long de l'année 2023⁵⁷. Selon les sites et les moments de la journée, le produit est plus ou moins accessible, clients et revendeurs se déplaçant au gré de l'activité policière.

La pression permanente exercée depuis la fin de l'année 2022 a conduit nombre d'usagers à regagner certains sites établis de longue date, tels que la scène située autour des stations de métro Bonne Nouvelle et Grands Boulevards. Le regain d'activité et les tensions – entre usagers, entre usagers et personnels du métro – observées l'année dernière se sont amplifiés en 2023. Le soir, alors que la présence policière se fait moindre, usagers et revendeurs se regroupent sur la Place de la bataille de Stalingrad et les rues alentour. Stalingrad est ainsi redevenu en 2023 le plus important point d'approvisionnement en crack d'Ile-de-France.

« Le point de fixation majeur où nous constatons des ventes très importantes, avec beaucoup de modous, est Stalingrad la nuit. Il n'y a pas d'équivalent sur la plaque parisienne : dix à quinze modous peuvent s'égrener au cours de la nuit, avec une centaine de toxicomanes sur 400 mètres, le long des berges. (...) Stalingrad la nuit est aujourd'hui la Place Vendôme du crack. On y retrouve les plus gros vendeurs. Ce n'est pas un euphémisme, car ils vendent des quantités considérables. Des ventes flash⁵⁸ rassemblent cinquante consommateurs pendant un quart d'heure. »
(Fonctionnaire de police, groupe focal application de la loi, Paris 2023)

⁵⁵ Arrêté 2023-00397 du 13 avril 2023. Depuis cette date, l'interdiction a été reconduite par arrêté successifs, et progressivement étendue à d'autres secteurs, situés à Saint-Denis et Saint-Ouen notamment. Cf. arrêté n°2024-0195 du 16 février 2024, qui porte à 96 le nombre de secteurs concernés.

⁵⁶ Cf. « La colline du crack, entre stabilité et bouleversements », dans Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFDT, 2020, pp. 28-37.

⁵⁷ Cf. également « Modalités d'approvisionnement du crack observées dans l'espace de la marginalité urbaine », pages 18-19 de cette note.

⁵⁸ Une vente flash consiste pour un revendeur à se présenter pendant un court laps de temps en un point donné pour y écouler un stock d'unités de crack, avant de quitter les lieux.

Emergence d'une nouvelle scène ouverte à l'été 2023

Entre la Porte d'Aubervilliers et la Porte de la Villette, un lieu de regroupement de consommateurs a progressivement pris de l'ampleur au courant de l'été 2023. Dénommé Forêt linéaire, ce parc arboré situé en contrebas du boulevard périphérique est limitrophe de la commune d'Aubervilliers. Délimité à l'est par le canal Saint-Denis, il accueillait avant l'été des petits groupes d'usagers, dont la plupart fréquentait auparavant le square Forceval. Le crack y était au départ peu accessible, seuls quelques revendeurs de passage permettant de s'approvisionner en journée. La fréquentation du lieu s'est amplifiée à partir de la fin de l'été 2023, pour devenir petit à petit le plus important site diurne de regroupement d'usagers dans le nord-est parisien. Selon les périodes et au gré des interventions policières quotidiennes, ceux-ci se sont déplacés le long du canal Saint-Denis, pour remonter parfois jusqu'au Millénaire, un centre commercial situé sur la commune d'Aubervilliers, sous la passerelle qui y mène et surplombe le bassin, ainsi que sur le quai situé juste en face, occupé jusqu'à lors par des personnes migrantes.

Cette nouvelle scène est marquée par son caractère non résidentiel, mouvant et instable, les actions policières répétées empêchant toute installation durable d'usagers comme de revendeurs.

« Je vois deux grandes différences avec Forceval. La première différence, c'est que ce n'est pas un lieu de vie. Il y a trois tentes alors qu'il y a 100 personnes. Au quai de l'Allier, il y avait plus de tentes, mais les personnes nous disaient explicitement qu'elles n'y vivaient pas. C'étaient des tentes pour les passes, pour consommer, pour s'abriter de la pluie, etc. (...) Là, les interventions policières ont un peu changé de nature. Ils n'intervenaient pas du tout au quai de l'Allier, mais ça n'a duré qu'une semaine ou dix jours. Tandis qu'en face, ils interviennent plusieurs fois par jour. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas de tentes. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Opérations policières systématiques, tensions et situations de violence

Dans le contexte d'aménagement urbain dédié aux JOP Paris 2024, les opérations de police qui visent les consommateurs de crack sont désormais systématiques, se traduisant par des fouilles et des contrôles incessants, des injonctions permanentes à changer de lieu, la destruction du matériel de RdRD, des tentes et abris de fortune, des arrestations et placements en garde à vue⁵⁹.

« Les équipes attribuent ce climat tendu à plusieurs facteurs dont l'impossibilité de vraiment se poser, puisque la police empêche de monter des tentes ou autres baraquements. En effet, la police était présente sur site à chaque maraude réalisée de façon plus ou moins active. Une fois il s'agissait simplement d'une voiture en faction, une autre plusieurs véhicules étaient présents et des policiers ont pris les usagers en tenaille. Des contrôles semblent donc réalisés fréquemment et, selon les usagers, les tentes sont systématiquement détruites. » (Note ethnographique n°2 espace de la marginalité urbaine, Seine-Saint-Denis 2023)

Selon plusieurs observateurs, ces interventions policières génèrent d'importantes tensions, une atmosphère générale anxieuse et particulièrement stressante. Celles-ci sont fréquemment décrites et vécues comme une forme de harcèlement ciblé envers les usagers de drogues marginalisés, qui aurait pour objectif d'invisibiliser leur présence dans l'espace public à l'approche des jeux olympiques. Ce sentiment est partagé par nombre d'intervenants du secteur médico-social, et notamment ceux exerçant auprès de personnes migrantes - ou supposées telles par les services d'application de la loi.

⁵⁹ Pour le seul mois de janvier 2024, selon la préfecture de police de Paris, 139 personnes ont été interpellées dont 14 ont été placées en garde à vue pour différentes infractions – infractions pour port d'armes prohibées, infractions liées aux stupéfiants ou encore à la vente à la sauvette. Cf. arrêté n°2024-0195 du 16 février 2024.

Ils ont constaté en 2023 une nette augmentation des sanctions administratives, des placements en centres de rétention parfois assortis d'obligation de quitter le territoire⁶⁰.

« Cet été, ils ont mis pleins de gens en CRA, ils misent plus sur le fait qu'ils soient étrangers que sur les problèmes de stupéfiants, comme ça ils les mettent en CRA. Comme ça ils disparaissent pendant un moment. On a l'impression que pendant les JO ils vont tous les foutre trois mois en CRA. Il y a eu beaucoup d'expulsions de guinéens cet été, y compris de guinéens dans le deal, expulsés au pays directement. » (Infirmier en CAARUD, Paris)

« La présence policière est énorme actuellement. (...) Ça touche beaucoup notre public d'usagers de manière générale. Ils sont particulièrement visés par les sanctions administratives. Ils ont tous une OQTF ou une assignation à résidence avec un pointage. Le CRA de Vincennes est rempli par nos usagers. En sachant qu'ils restent longtemps. (...) Ils ont fait énormément de contrôles, d'arrestations et d'évictions dans le nord parisien. Du coup, la pression policière se fait sentir plus fortement. » (Directeur de CSAPA, Paris)

Par ailleurs, plusieurs témoignages confirmés par les observations de terrain ont également fait état en 2023 de brutalités policières. Celles-ci comprennent des violences verbales (insultes, propos racistes, menaces, intimidations), mais également des violences physiques (coups, passages à tabac).

« Il y a une intervention systématique de la police. C'est vraiment toutes les heures. (...) Ces interventions de police répétées, la manière dont elles se passent et les violences qui sont faites par les policiers, soit on les observe, soit elles sont relatées par les usagers. Ça semble être la cause déclarée de beaucoup de tensions. Pourtant, à Forceval, c'était déjà très violent. Là, c'est à une échelle différente. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Selon les intervenants de terrain, les tensions générées par les opérations des forces de l'ordre ou à travers la menace de sanctions administratives entraînent chez nombre d'usagers déjà fragilisés une accentuation de sentiments de persécution, et alimentent la défiance envers les institutions, quelles qu'elles soient. Sur le site de la forêt linéaire, des intervenants déclarent ainsi avoir subi des agressions physiques suite à des épisodes de décompensation ou des délires paranoïaques qu'ils disent favorisés par le harcèlement policier et l'acharnement administratif. Ce type de situation complique leur travail de réduction des risques, de suivi social et médical, illustrant à nouveau l'ambivalence des réponses publiques en direction des usagers de drogues marginalisés, l'impératif de sécurité publique semblant peu conciliable avec la politique de santé publique mise en œuvre sur le terrain par les associations de RdRD, dont le travail demeure largement incompris.

« Les consommateurs créent de gros points de fixation, notamment en suivant les associations. Les déplacements des associations ou des structures (...) nous posent de gros problèmes. C'est le cas au boulevard Ney. Le toxicomane n'est pas méchant en lui-même, mais nous devons nous expliquer souvent avec les collectifs de riverains. » (Fonctionnaire de police, groupe focal application de la loi, Paris 2023)

La violence, dimension désormais ordinaire des interactions dans l'espace de la marginalité urbaine

Les faits de violence et les tensions qu'ils génèrent ne peuvent être dissociés du contexte dans lesquels ils s'inscrivent, à quelques mois de l'ouverture des jeux olympiques de Paris 2024. Qu'elle soit physique, verbale ou psychologique, la violence constitue une dimension presque inhérente aux interactions sociales qui ont cours sur les scènes franciliennes de consommation et de revente de drogues. Considérant la seule période récente, le site TREND IDF a ainsi rapporté des niveaux de

⁶⁰ Selon la préfecture de police de Paris, pour le seul mois de janvier 2024, 32 personnes ont fait l'objet d'une retenue administrative, et 19 d'une obligation de quitter le territoire. Cf. Arrêté n°2024-0195 du 16 février 2024.

violences inédits à la Colline⁶¹, puis dans le quartier de Stalingrad et des Jardins d'Eole⁶², et enfin dernièrement au square Forceval⁶³.

Les violences entre les usagers eux-mêmes semblent faire partie de leur quotidien. En 2023, les agressions physiques, bagarres, attaques à l'arme blanche (couteaux, barres de fer, tessons de verre) déjà observées à Forceval se sont poursuivies sur la plupart des sites fréquentés par les usagers après le démantèlement. Plusieurs témoins attribuent ces situations aux tensions générées par la désorganisation des scènes de drogues et la dispersion des usagers consécutive au démantèlement de Forceval. Outre la répression exercée par les forces de l'ordre, ils pointent le fait que le déplacement de groupes d'usagers jusqu'à lors circonscrits au site de Forceval a déstabilisé l'équilibre précaire de scènes préexistantes, comme au métro Bonne Nouvelle.

« Aujourd'hui, ce sont des jeunes qui sont arrivés. Pour le coup, ils ont peut-être des choses à prouver. Il y a aussi des plus jeunes qui ont vraiment été déformés par l'expérience de Forceval. (...) On a vraiment senti un choc de culture sur la manière dont on vit dans une petite scène ouverte de crack. Il y avait deux approches vraiment différentes. L'une était un peu plus apaisée, tandis que l'autre... (...) Sur Bonne Nouvelle, c'étaient tout de même les anciens qui tenaient les choses avant. Du coup, lorsqu'une embrouille commençait à monter, leur approche était plutôt de dire : « Calmez-vous ! Faites ça ailleurs ! Ici, c'est tranquille ! ». Là, quand une embrouille arrive à Bonne Nouvelle, il n'y a plus les anciens qui avaient une certaine autorité. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Dans le département voisin de Seine-Saint-Denis, des tensions et situations de violence ont également été rapportées. La scène de Sevran Beaudottes a ainsi été le théâtre de passages à tabac, d'incendies et de fusillades. Usagers et intervenants de terrain font états de tensions entre les équipes qui tiennent les points de vente, entre revendeurs et consommateurs, entre forces de l'ordre et revendeurs, entre forces de l'ordre et consommateurs, ainsi qu'entre des habitants du quartier et des consommateurs. Ce squat situé à proximité du CAARUD Aurore 93, largement décrit les années précédentes⁶⁴, a en effet été incendié à trois reprises cette année.

Les violences ciblent également et tout particulièrement les femmes. Les violences sexistes et sexuelles, si elles ne sont pas un phénomène nouveau, auraient pris selon les témoignages collectés une ampleur inédite depuis Forceval. Dans l'économie du crack notamment, les femmes usagères occupent une place singulière, qui les expose davantage à ce type de violences.

« Nous constatons plus de violences. Ce sont surtout des violences sexuelles. Il y a aussi des violences physiques. Elles ont tendance à consommer beaucoup, elles ont souvent accès à plus de produits. En sachant que leurs moyens de ressources sont différents de ceux des hommes. Je pense notamment à la prostitution et à la revente. C'est plus fréquent chez ces femmes-là. » (Infirmier en CAARUD, Paris)

Certaines de ces violences sont désormais vécues comme ordinaires voire « normales », faisant partie du quotidien des victimes. Celles-ci distinguent ainsi le « petit viol », banalisé, du « grand viol ». Dans le cas des échanges économique-sexuels⁶⁵, il existe un brouillage autour de la notion de consentement,

⁶¹ Cf. « Une hausse des phénomènes de violence en 2019 à la Colline », dans Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFD, 2020, p. 32.

⁶² « De la Colline au square Forceval : énième déplacement de la scène de crack parisienne », dans Juszcak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFD, 2022, pp. 21-24.

⁶³ Cf. « Santé dégradée et situations de violence », dans Lovera M., Juszcak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Ile-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFD, 2023, pp. 14-15.

⁶⁴ Cf. notamment « Usages communautaires en Seine-Saint-Denis », dans Juszcak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFD, 2022, pp. 26-28.

⁶⁵ « Echanges économique-sexuels sur les scènes de crack », page 35 de cette note.

la frontière entre des rapports sexuels tarifés, librement consentis, et des agressions sexuelles ou viols est souvent ténue. Les discours de certaines femmes peuvent être très méprisants vis-à-vis des activités prostitutionnelles de leurs paires, mais montrent dans le même temps à quel point cette violence est intériorisée et incorporée.

« Elles sont ce qu'elles sont, donc une pute c'est une pute, une salope c'est une salope, qu'est-ce que tu veux que je te dise ? Il faut appeler un chat un chat, c'est pas péjoratif. Je peux employer d'autres termes si tu veux, mais ça changera rien. (...) C'est un peu normal aussi hein. C'est l'offre et la demande. T'as des putes parce que t'en as ils ont envie de baiser, si même t'es pas une pute on te regarde, c'est normal en fait. C'est l'être humain. Que ce soit ici ou ailleurs. » (Usagère, extrait d'entretien ethnographique, Paris 2023)

Conditions de vie et état de santé dégradés

Dans la continuité des observations réalisées en 2022, les usagers de l'espace de la marginalité urbaine présentent un état de santé particulièrement dégradé. La dispersion des scènes a éloigné les personnes du soin, compliqué leur accès aux services de RdRD, et rendu les prises en charge sociale et médicale difficiles. Si certaines d'entre elles ont regagné momentanément les structures d'accueil dans la courte période qui a suivi le démantèlement de forceval ou ont pu se voir attribuer des hébergements hôteliers, les intervenants ont rapporté une recrudescence de personnes en rupture de traitement, VIH notamment, ou qui le prennent de façon discontinue. L'afflux de personnes vers l'Espace de repos de la Porte de la Chapelle – dont la fréquentation est passée de 80 à plus de 250 personnes accueillies quotidiennement – a également permis de diagnostiquer des cas de tuberculose en nombre inédit.

Les conditions de vie marquées par la précarité et l'insalubrité ont également engendré des plaies en lien avec le défaut d'hygiène, la présence de poux de corps, de gale, des lésions au niveau des pieds, des crevasses, ou des infections au niveau des points d'injection.

Enfin, la prédominance de troubles psychiatriques a également été rapportée, notamment chez des personnes aux parcours migratoires chaotiques, victimes de psycho trauma, dépressions ou troubles sévères de l'humeur.

Diffusion des usages de crack au-delà des scènes urbaines parisiennes

Le crack continue à être associée dans les représentations collectives à la « drogue du pauvre ». A Paris particulièrement, la figure du crackeur désocialisé, en errance dans l'espace public et dangereux pour autrui est particulièrement médiatisée. Les usagers de crack seraient circonscrits aux arrondissements du nord-est de la capitale, disposant de peu voire pas de ressources financières, sans abris – ou hébergés par des associations dans des hôtels sociaux – et visibles à travers leur pratique (agressive) de la mendicité. Pour autant, plusieurs études qualitatives⁶⁶ et quantitatives⁶⁷ font apparaître une réalité plus diverse. Comme le rapportent également les rapports du site TREND francilien depuis plus de dix ans⁶⁸, les profils des consommateurs de crack sont de plus en plus diversifiés, tant en termes

⁶⁶ A titre d'exemple, citons Cadet-Taïrou A., Jauffret-Roustide M., Gandilhon M., Dambélé S., Jangal C., *Synthèse des principaux résultats de l'étude Crack en Île-de-France*, Inserm/OFD, 2021.

⁶⁷ L'Enquête nationale sur les Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (ENa-CAARUD) a été mise en place par l'OFDT en 2006. La sixième édition s'est déroulée en 2019. Cf. Cadet-Taïrou A., Janssen E., Guilbaud F., *Profils et pratiques des usagers reçus en CAARUD en 2019*, Tendances n°142, OFDT, 2020.

⁶⁸ Cf. « Diffusion de l'usage et nouveaux profils d'usagers », in Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2021*, Ophelia Charonne/OFD, 2022.

d'origines géographiques que sur le plan culturel, de l'âge ou du degré d'insertion sociale, des usagers les plus précaires à ceux bénéficiant de ressources socio-économiques très confortables⁶⁹. Ces tendances sont toujours opérantes en 2023. Par ailleurs, plusieurs sources soulignent une diffusion de la consommation de crack dans l'espace urbain auprès d'autres usagers marginalisés.

Diffusion vers d'autres usagers en grande précarité

Un groupe d'usagers visible en CAARUD, consommant habituellement de l'héroïne et résidant en Seine-Saint-Denis, a récemment élargi ses consommations aux galettes de crack.

« Il y en a certains qui ont un travail. Parce qu'ils étaient plus dans l'héroïne, donc ils tenaient plus leur taf. À partir du moment où ils sont passés dans le crack... Il y en a aussi qui ne sont pas passées au crack, qui se sentent un peu mis de côté. Ils sentent aussi que les gens sont plus nerveux, qu'ils font plus de paranos, qu'ils dépensent plus de thunes, etc. Et ça, ce n'est que depuis cette année, avant il n'y avait pas encore tant que ça de crack sur les anciens consommateurs d'héroïne historiques de Saint-Denis. » (Intervenant en CAARUD, Seine-Saint-Denis)

Dans le département des Hauts-de-Seine, plusieurs usagers précaires ont également entamé il y a peu une consommation de crack. Parmi eux, certains s'approvisionnent en crack dans Paris intramuros et le redistribuent à leurs pairs. Concernant les usagers visibles dans les structures de première ligne, l'ethnographie révèle que plusieurs d'entre eux ont expérimenté le crack au cours de l'année, d'autres ont connu une période de plusieurs mois d'intense consommation, ou encore seraient devenus des consommateurs réguliers. Enfin, en Seine-Saint-Denis, certaines structures observent une augmentation de la distribution de doses unitaires de bicarbonate de soude pour baser la cocaïne, principalement par des usagers disposant d'un logement⁷⁰.

Toujours en Seine-Saint-Denis, certains consommateurs résidants dans des quartiers populaires auraient initié des consommations de crack pour la première fois en 2023. Dans Paris intramuros, des consommateurs affiliés à la communauté indo-pakistanaise ont également été identifiés comme nouvellement usagers.

À Paris, diffusion inédite des usages de cocaïne dans l'espace de la marginalité urbaine

La diffusion des usages de cocaïne – sous sa forme chlorhydrate et non pas de crack – auprès des usagers marginalisés à Paris⁷¹, bien que déjà observée en 2022 mais de façon très marginale, est un phénomène notable en 2023.

Une offre caractérisée par une disponibilité et des taux de pureté inédits

Cette diffusion se poursuit dans un contexte national et local de disponibilité et d'accessibilité de la cocaïne qui n'a cessé de croître ces dernières années.

« Malgré les dispositifs mis en place au départ comme à l'arrivée des vols, la filière guyanaise fonctionne en permanence. (...) On parle de l'aérien, mais les flux de cocaïne en grosses quantités arrivent par tous les moyens. (...) Sur le plan européen, le niveau n'avait jamais été atteint. Les ports d'Anvers et de Rotterdam ont cumulé chacun plus de cent tonnes de cocaïne saisie. Imaginez

⁶⁹ Cf. « Une diversification plus rapide des profils depuis le début de la décennie », in Pfau G., Cadet-Taïrou A., *Usages et vente de crack à Paris. Un état des lieux 2012-2017*, OFDT, coll. Théma TREND, 2018, pp. 22-26.

⁷⁰ Cf. « Nouvelles pratiques, logiques d'usages et représentations », pages 31-32 de cette note.

⁷¹ A la différence de Paris, des usages de cocaïne – notamment par voie intraveineuse – par des usagers en grande précarité sont observés et décrits en Seine-Saint-Denis. Cf.

l'ampleur du trafic de cocaïne, qui se déverse partout. Nous en récupérons sur tous les vecteurs. »
(Groupe focal application de la loi, Paris)

« La cocaïne arrive très facilement en France et les flux en provenance de l'extérieur sont considérables. Si nous filtrions chaque avion, tous les services de police judiciaire seraient débordés. » **(Groupe focal application de la loi, Paris)**

L'offre de cocaïne est également marquée par des taux de pureté en hausse, dépassant régulièrement 90 % sur le marché de détail⁷². Les principales modalités d'acquisition décrites les années précédentes sont toujours observées en 2023. C'est le cas des points de vente de type « fours », notamment en Seine-Saint-Denis, où le prix du gramme reste inchangé à 50 €, mais dont de nombreux usagers affirment que la qualité a globalement augmenté. Le recours aux livraisons est toujours largement plébiscité, mais majoritairement par des usagers socialement insérés - le prix courant du gramme est de 50 à 70 euros selon la qualité. Dans un marché de plus en plus concurrentiel, les réseaux se professionnalisent et proposent plusieurs variétés/qualités, livrées dans un délai toujours plus court.

Une offre locale adaptée aux moyens des usagers précaires

Fait récent, le produit est désormais disponible via le marché de rue, aux portes du nord-est de Paris, sur les scènes de crack parisiennes, ainsi que dans le quartier de Barbès où plusieurs « plans » seraient désormais actifs. Afin de s'adapter aux moyens d'une clientèle peu fortunée, des unités inférieures au gramme sont proposées aux usagers, au prix de 20 ou 30 euros pour des unités de 0,3 à 0,4 g. Si ces petits conditionnements sont disponibles depuis plusieurs années dans certains fours de Seine-Saint-Denis, cette tendance semble s'élargir à de nouveaux territoires en 2023. En Essonne, des points de vente de cité proposeraient également des demi-grammes.

Cette accessibilité accrue a engendré en 2023 l'apparition de nouveaux profils d'usagers précaires parmi les consommateurs de cocaïne. Déjà l'année précédente, des hommes âgés de 25 à 40 ans originaires d'Afrique subsaharienne, le plus souvent primo-arrivants, ont été identifiés comme usagers de cocaïne qu'ils sniffent pour la plupart. Fréquentant auparavant la scène de Forceval, certains d'entre eux revendent du crack – dont ils font parfois également usage, aux côtés de la cocaïne chlorhydrate.

« Parmi eux figurent des usagers-revendeurs de cocaïne et de crack que certains intervenants appellent plutôt consommateurs-dealeurs, (...) [qui] se procurent du crack et de la cocaïne via des réseaux organisés. Cette figure du consommateur-dealeur de crack et de cocaïne, souvent originaire d'Afrique, semble être apparue plus nettement depuis le démantèlement du square Forceval, quand les équipes de modous se sont déstructurées. Ces personnes sont consommatrices de crack occasionnelles et de cocaïne de manière quotidienne, tout en revendant des galettes ou de la cocaïne en quantité suffisante pour estimer qu'il s'agisse de deal. » **(Note ethnographique n°1 espace de la marginalité urbaine, Paris)**

La halte soins addictions (HSA), nouvelle appellation de la salle de consommation à moindre risque située dans le quartier de la Gare du Nord, se situe à quelques dizaines de mètres du quartier de Barbès. L'apparition à la fin de l'année 2023 d'un premier « plan » de cocaïne vendue en petites unités a rapidement fait des émules.

« - Par contre, le groupe que l'on observe est la cocaïne. En fait, il y a un plan qui s'est ouvert au bout de la rue. Ça fait un mois que ça a explosé. On est passé de 516 à 1621. Du coup, ça a vraiment explosé récemment.

- Tu parles de gens qui viennent s'injecter de la coke, c'est ça ?

- Oui. C'est vraiment quelque chose de récent. Du coup, ça change totalement l'ambiance de la salle. » **(Intervenante à la HSA/SCMR, Paris)**

⁷² Selon les analyses à visée de RdRD (ATPidf), de veille sanitaire (SINTES) ainsi que celles issues des saisies policières et douanières.

Une partie des personnes accueillies, injectrices de médicaments opioïdes dans leur grande majorité, parfois de crack, s'est ainsi tournée vers la cocaïne du fait de son accessibilité soudaine. Selon les intervenants, cette nouvelle pratique a entraîné d'importants changements dans les interactions sociales et l'atmosphère générale de la structure.

Selon plusieurs témoins, de nombreuses consommations de cocaïne auraient été initiées dans la période récente chez des usagers précaires fréquentant les structures d'accueil parisiennes, mais également dans d'autres territoires comme l'Essonne et les Hauts-de-Seine.

« La cocaïne est ainsi consommée par trois consommateurs d'âge différents, tous les trois étant en situation de précarité. La cocaïne peut être vendue dans les Hauts-de-Seine (fours de cités) mais certains usagers préfèrent aller la chercher à Sevran en Seine-Saint-Denis. Les achats peuvent se faire de manière groupée comme cela a été décrit plusieurs fois pour les achats d'héroïne. Je ne rencontrais pas autant de personnes consommatrices de cocaïne l'année dernière, ni les années précédentes. Parmi elles, certaines déjà rencontrées antérieurement n'en consommaient pas alors. » (Note ethnographique n°2 espace de la marginalité urbaine, Paris 2023)

Nouvelles pratiques, logiques d'usages et représentations

Outre l'usage-revente de chlorhydrate de cocaïne et/ou de crack par des personnes migrantes primo-arrivantes décrit plus haut, la pratique du basage semble également observée un peu plus fréquemment chez les usagers précaires. Pendant longtemps, celle-ci était plutôt le fait d'usagers insérés, dans les espaces festifs techno alternatifs ou l'espace domestique. Si le phénomène est d'une ampleur relative, du fait des conditions de vie précaires des usagers de la marginalité urbaine parisienne, la pratique du basage de cocaïne a permis à certains d'entre eux de pallier la désorganisation du marché du crack fin 2022.

« C'est lié à l'évacuation de Forceval, ça a été très compliqué à une période. Il a été plus facile de trouver de l'acide que de la galette. Du coup, ils se sont mis à baser. C'était également pour éviter les violences. Ça leur a évité de se faire frapper, ce qui était une réalité pendant quelques mois. Du coup, ils se sont un peu éjectés de ce système avec les modous. Ils se retrouvent avec un produit où ils contrôlent davantage leur consommation et la qualité du produit. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

La pratique du basage de cocaïne a également été rapportée par des intervenants de Seine-Saint-Denis. L'équipe d'un CAARUD du département estime que le nombre de personnes accueillies basant la cocaïne serait désormais plus important que celles achetant du crack. Certaines d'entre elles sont en demande de conseils, cette pratique nécessitant un savoir-faire, des compétences pour la mettre en œuvre dans l'espace public, ainsi qu'un apprentissage. Celui-ci se transmet parfois de pair à pair.

*« - Où ont-ils appris à baser ?
- C'est souvent par des usagers pairs. Il y a aussi des gens qui étaient nomades et qui se sont retrouvés bloqués à Paris à cause du caillou.
- Ce sont des touristes qui restent !
- C'est la même chose à Marseille et Lille. En fait, c'est là où ils ont appris à baser. Ils viennent de là-bas. Ils avaient déjà consommé du crack là-bas. » (Echange entre intervenants en CAARUD, Paris)*

En termes de représentations, la cocaïne basée semble jouir chez bon nombre de ces usagers d'une image moins négative que le crack vendu déjà cuisiné. De même, chez des consommateurs de cocaïne sous ses deux formes, crack et chlorhydrate, cette dernière serait perçue comme plus douce, peu addictive, voire dénuée d'effets négatifs.

« Des fois je ressens tellement de stress que je prends une galette. C'est plus puissant donc ça marche mieux. Mon état, ma situation me force à faire plus. Tu penses en permanence à ce que tu dois faire, c'est très difficile. Et maintenant je prends aussi du valium. Quand je prends de la cocaïne, je me sens bien. J'en prends que pendant le weekend. Pour moi il n'y a pas d'effets négatifs. » (Homme, 39 ans, SDF, usager de cocaïne, crack, benzodiazépines)

Le clonazépam (Rivotril®), entre maintien de son usage et remplacement par la prégabaline (Lyrica®)

En 2023, le Rivotril® reste disponible sur certains points de vente de rue, son prix variant entre 2 et 3 euros le comprimé.

Des traces de consommation (blisters de couleur rouge, particulièrement reconnaissables) sont visibles dans l'espace urbain, notamment dans le nord de Paris et en Seine-Saint-Denis. Selon certains intervenants en CAARUD, le Rivotril® y est toujours largement consommé et plus particulièrement par la communauté maghrébine historiquement très acculturée à la consommation de benzodiazépines.

En Essonne, l'ethnographie révèle que des usages de Rivotril® existent mais que certains usages sont différents : ses usagers le mélangent à de l'alcool fort et préparent ce qu'ils appellent des « flashes ».

« Après moi j'ai arrêté l'alcool mais je suis passé à autre chose. J'ai des potes ils prenaient du rivo, ils faisaient un flash, et ils mettaient tout dans la bouteille. La majorité c'est ce qu'ils font, tu vois. »
(Usager, 30 ans, Essonne)

Sa consommation est également observée auprès de certains MNA⁷³ impliqués dans des réseaux de trafic et de recel. Ces derniers se rendent régulièrement dans des lieux touristiques pour y effectuer des vols (place du Trocadéro). Surnommé Madame Courage par nombre d'entre eux, sa consommation répond à un besoin de se sentir confiant avant d'effectuer un acte délictueux, et souvent été initiée par les têtes des réseaux de trafic afin de conserver une emprise sur ces jeunes.

Remplacement du Rivotril® par le Lyrica® ou alternance entre ces deux produits

Plusieurs entretiens auprès d'usagers et d'intervenants en RdRD du quartier de Barbès montrent que le Rivotril® connaît une perte de notoriété chez certains usagers et plus particulièrement chez des usagers issus de la communauté maghrébine et majeurs (entre 20 et 30 ans). Ces derniers, auparavant très fervents des effets du Rivotril®, en ont aujourd'hui des représentations négatives : ce produit leur a permis d'effectuer des vols ou autres gestes délictueux, mais elle les a aussi conduits, par excès de confiance, à se mettre en danger physiquement. Selon eux, l'équilibre entre risques et bénéfices ne serait plus avantageux (accidents graves avec des handicaps physiques à vie, arrestations par des policiers) tant sous l'effet du Rivotril®, ils ne mesurent pas le danger encouru.

Ces usagers ont remplacé le Rivotril® par le Lyrica®. Ce second produit répondrait aux mêmes besoins, mais aurait des effets perçus comme plus doux, réduisant les mises en danger de soi et n'incitant pas à commettre des actes dangereux et/ou délictueux.

« Les consommations de Lyrica sont commencées au pays et ils arrivent en France en étant déjà accro. Certains font des cocktails, ils associent ça au moins avec de l'alcool. La consommation de Lyrica s'inscrit dans une consommation plus large de benzodiazépines. Beaucoup d'usagers disent qu'ils n'aiment pas le Rivotril car ça rend fou, ça crée un sentiment de surpuissance qui peut amener à commettre des actes que l'on regrette après [exemple d'un usager qui a volé le sac d'une dame devant une voiture de Police]. Donc, pour eux, le Lyrica serait plus doux que le Rivotril® »
(Intervenante en CAARUD, Paris)

D'autres alternent entre les deux produits et ressentent autant des effets calmants avec le Lyrica qu'avec le Rivotril®. Ils expliquent ressentir ces effets calmants avec le Rivotril® par le fait d'avoir commencé ce type de consommation très tôt, dès l'adolescence, ce qui induirait une tolérance au produit plus importante. Ils estiment que les autres types d'effets (stimulants, hypnotiques, dangereux

⁷³ Acronyme de Mineur non accompagné. Statut administratif, il concerne des personnes mineures en situation de migration, sur le sol français, séparées de ses représentants légaux (souvent les parents). Selon le droit français, quelle que soit leur nationalité, la prise en charge des MNA relève de l'Aide sociale à l'enfance.

pour soi et pour autrui) concernent des usagers ayant débuté la consommation de Rivotril® plus tardivement, c'est-à-dire à l'âge adulte.

« Le Rivotril®, moi ça me calme. Mais c'est pas comme ça pour tout le monde. Y'en a ça les rends agressifs. Mais si comme moi tu l'utilises depuis l'enfance, ça te calme. J'ai commencé à 14 ans le Rivotril® comme les autres cachets. » (Usager, 31 ans, Paris)

Usages de drogues et échanges économique-sexuels

Parmi les pratiques et conduites sociales observées par le dispositif TREND, les échanges économique-sexuels sont fréquents et peuvent constituer une ressource pour s'approvisionner en produits psychoactifs. Plusieurs termes définissant ces actes sexuels coexistent et sont plus ou moins revendiqués par les usagers, usagères, et travailleurs sociaux : prostitution, pratique prostitutionnelle, pratique pré-prostitutionnelle, travail du sexe, et plus largement échanges économique-sexuels.

Certains termes portent des revendications sociales et politiques : l'expression travail du sexe implique par exemple une reconnaissance de cette pratique comme réelle profession et non comme pratique illégale, et soulève la question de l'accès aux droits des travailleuses du sexe. D'autres, comme le terme d'*échange économique-sexuel*, sont issus de la pensée féministe : selon l'anthropologue italienne Paola Tabet, d'autres formes de transactions économiques liées à un acte sexuel que la prostitution existent en effet dans la société⁷⁴. Ces transactions peuvent avoir lieu dans d'autres espaces sociaux que ceux de la prostitution (notamment le mariage, le couple) et la rétribution peut être autre que monétaire : dons, cadeaux, dots, services rendus, etc. Au sein des divers espaces franciliens investigués par TREND, plusieurs formes d'échanges économique-sexuels existent et plus précisément les échanges d'un acte sexuel contre de la drogue sont réguliers. Ici, ce terme a été choisi pour l'intitulé du chapitre car il permet d'englober plusieurs biens ou services (produit psychoactif, protection, argent) échangés contre de la sexualité.

Populations nouvellement identifiées et nouveaux usages

Dans le cadre du recueil des données en 2023, des intervenants de terrain décrivent d'une part une diversification de la population faisant usage de substances psychoactives dans le cadre d'échanges économique-sexuels, et d'autre part l'apparition de produits nouvellement consommés par ces personnes.

Les pratiques prostitutionnelles au Bois de Boulogne ne sont pas un phénomène nouveau, et parmi les personnes les pratiquant, certaines sont des femmes cisgenres, d'autres des femmes transgenres. La plupart sont intégrées dans des réseaux de proxénétisme et certaines sont indépendantes.

Des consommations peuvent être associées aux pratiques prostitutionnelles : la cocaïne par exemple est fréquemment citée, et plusieurs logiques d'usage y sont associées. La principale reste la recherche de dissociation pendant l'acte prostitutionnel, le besoin de se sentir en confiance malgré des conditions de travail difficiles et une certaine mise en danger de soi.

En 2023, une nouvelle population a été rencontrée par des équipes mobiles de RdRD au Bois de Boulogne : des femmes transgenre plus jeunes que la moyenne (entre 18 et 25 ans) et originaires de pays divers (pays des Balkans comme l'Albanie ou la Roumanie, pays d'Amérique du Sud), insérées dans des réseaux de proxénétisme. La plupart d'entre elles possèdent des logements et sont allophones⁷⁵. Parmi celles-ci, certaines possèdent de faux passeports espagnols ou italiens, témoignant ainsi de leur parcours de migration à travers l'Europe.

⁷⁴ Tabet P., *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, L'Harmattan, 1998.

⁷⁵ Personne dont la langue maternelle est une langue étrangère

Ces dernières consommeraient de la 3MMC et du GBL. Selon les témoignages, les deux produits y sont consommés dans deux types de contextes : d'abord dans le cadre professionnel, en étant offert par le client ou le proxénète, puis dans des espaces festifs dans le cadre de leur vie privée. La 3-MMC est majoritairement consommée par voie nasale. Ce produit peut parfois être proposé contre une prestation sexuelle, ou alors accompagné d'une rémunération contre prestation.

Ainsi, l'arrivée de cette nouvelle population contribue à la diffusion de produits initialement associés aux espaces festifs. Cela contribue également à des expérimentations de produits psychoactifs par d'autres personnes : une femme travailleuse du sexe plus âgée, en contact avec ces nouvelles populations, aurait ainsi récemment expérimenté la 3-MMC et le GBL.

Quelques témoignages font par ailleurs état de personnes consommant initialement de la 3-MMC lors des prestations et auraient, au bout d'un certain temps, entamé des consommations quotidiennes, pointant ainsi les risques d'addiction potentiels existant chez les personnes TDS.

Réseaux de prostitution de mineures et consommation

En 2023, les données collectées font état d'adolescentes ou enfants d'âges compris entre 11 et 18 ans repérées et suivies par des structures socio-sanitaires dédiées aux pratiques prostitutionnelles et au proxénétisme sur mineurs, ainsi que par des services d'urgences pédiatriques. Ces jeunes filles auraient adopté des modes de vie en marge des institutions et proche de celui des MNA garçons. Le plus souvent en rupture familiale, parfois issues de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), elles sont françaises ou originaires d'autre pays. Le parcours migratoire de certaines d'entre elles est récent.

Ces mineures sont sous l'emprise de réseaux de proxénétisme et sous emprise chimique (Rivotril®, benzodiazépines, cannabis, et parfois comprimés d'ecstasy/MDMA). Certaines développent dans ce cadre des comportements addictifs, soit au produit seul soit à l'association produit et sexualité.

Des structures spécialisées, comme le réseau Satouk⁷⁶, travaillent avec ces populations, engagent des suivis, parfois tentent de les extraire de ces réseaux avec beaucoup de difficulté la plupart du temps, tant ces jeunes filles sont éloignées des institutions et sont mobiles dans toute l'Europe, soit de leur propre gré soit de manière imposée en lien avec ces réseaux prostitutionnels. Ces derniers peuvent maintenir un lien d'emprise ou de harcèlement par le biais des réseaux sociaux, espace communicationnel très prisé de ces jeunes filles.

« À l'hôpital X, aux urgences pédiatriques, on est de plus en plus confrontés à de très jeunes filles qui sont dans des profils de consommation qui ressemblent fortement à de l'emprise chimique. Elles sont en situation prostitutionnelle. Ce sont des populations en errance. Ce sont souvent de jeunes filles qui ont été placées à l'aide sociale à l'enfance et qui sont très mobiles. Elles sont prises dans des réseaux. Ça commence à 11 ans. Nous avons beaucoup de difficultés à mettre en place des suivis conséquents, mais on travaille avec plusieurs réseaux. » (Médecin psychiatre dans un hôpital Parisien)

⁷⁶ Le réseau Satouk réunit des lieux d'hébergement pour offrir une protection aux personnes victimes de traite des êtres humains mineurs ou jeunes majeurs, quelle que soit la forme d'exploitation subie.
<https://koutcha.org/le-reseau-satouk/>

Echanges économique-sexuels sur les scènes de crack

Les transactions économiques liées à un acte sexuel et réalisées en vue d'obtenir du crack sont très fréquentes voire quotidiennes sur les scènes de drogue parisienne. Ces échanges économique-sexuels sont majoritairement pratiqués par les femmes, mais certains hommes peuvent également y avoir recours de manière beaucoup plus discrète.

Les échanges d'acte sexuel contre galette de crack sont quotidiens mais les usagers et usagères ayant recours à ces pratiques ne les définissent pas comme de la prostitution, cela restant tabou et mal considéré publiquement dans ces espaces.

Plusieurs formes de relation ont été identifiées :

- Acte sexuel contre argent ou produit
- Acte sexuel contre argent et produit
- Relation de couple et sexuelle contre produit

Dans une relation de couple, de manière implicite, il revient très souvent à l'homme de fournir gratuitement du produit à sa compagne. Certaines femmes peuvent fréquenter plusieurs hommes afin d'obtenir plus de produit et répondre au craving latent, voire fréquenter directement un vendeur. Dans ce cadre, la femme usagère tire avantage d'un rapport de genre inégalitaire¹.

Parallèlement, les équipes de RdRD observent régulièrement des situations de violence et d'emprise dans le cadre de passes (problème de consentement ou refus de protection) ou dans le cadre de relations de couple. Plusieurs témoignages de femmes ayant été prostituées par leur conjoint pour rembourser une dette (financière ou en quantité de crack consommé) ont été en effet collectés par les équipes de RdRD ces deux dernières années.

Visibilité des femmes transgenre dans l'espace de la marginalité urbaine

En 2023, plusieurs sources mettent en avant une plus grande visibilité de femmes transgenre usagères de drogues dans les structures de RdRD.

Plusieurs sources décrivent ces personnes comme très vulnérables et en grandes difficultés sociales. Françaises et étrangères aux parcours migratoires parfois récents, elles vivent dans des squats communautaires, c'est-à-dire entre elles. La plupart sont dotées d'un faible capital économique financier, certaines sont également en rupture familiale.

Si la proportion de femmes transgenres consommatrices de drogues reste faible proportionnellement à l'ensemble des files actives, plusieurs structures observent bel et bien une augmentation, passant d'une personne à 10 personnes, ou de trois personnes à 20 entre 2022 et 2023. Ce profil d'usagères constitue une population nouvelle pour TREND.

« En fait, on est passé de trois ou quatre à plus d'une vingtaine. En même temps, il y a un squat qui a ouvert pas très loin d'ici. Ce n'était que des personnes trans. Elles ont ouvert un squat dans lequel elles étaient au moins une dizaine. Un jour, elles ont toutes débarqué en même temps. »
(Intervenant en CAARUD, Paris)

Des modes de consommation et des produits variés

Ces populations se présentent le plus souvent dans les structures de RdRD pour s'approvisionner en matériel d'injection d'hormones (aiguilles fines, seringues peu volumineuses) mais des intervenants observent qu'à la marge, certaines s'en procurent pour consommer des produits psychoactifs.

Parmi eux, plusieurs ont été cités : héroïne brune, kétamine, crack, ecstasy, Skenan®, Subutex®. Ces usagers expliquent avoir recours à ces produits pour « se soigner », qu'il s'agisse des stimulants ou des opioïdes. Ce vocabulaire était jusqu'alors employé par les usagers d'opioïdes par voie injectable, de la scène de Gare du Nord notamment, et qui entendent par-là diminuer les symptômes de manque. Il a été beaucoup plus rare voire inexistant jusqu'à lors d'observer des personnes usant du vocable « se soigner » en consommant de l'ecstasy/MDMA.

D'autres modes de consommation ont également été observés : la consommation par voie nasale d'une part, notamment pour des produits associés aux espaces festifs (kétamine, cocaïne), mais aussi l'inhalation de crack à l'aide d'un kit base.

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs

GBL et G-holes : éléments de langage et représentations en évolution

Dans les espaces festifs techno et festifs gay, la consommation de GBL⁷⁷ se poursuit selon de nombreux témoins (intervenants en milieu festif, usagers), corroborés par la mise à disposition d'outils de RdRD dédiés (pipettes) sur les stands de prévention, alors que ces actions restent encore marginales lors de soirées en clubs ou festivals. La revente de GBL⁷⁸ sous forme de fioles semble également se confirmer sur les lieux de fête.

Ce produit est apprécié pour ses effets euphorisants et désinhibants pouvant s'apparenter à ceux de l'alcool. Les prises nécessitent de doser précisément la quantité consommée (1 à 2 ml selon l'accoutumance) et d'être espacées les unes des autres (le plus souvent d'une à plusieurs heures). Une surconsommation de GBL peut entraîner une perte de connaissance plus ou moins longue voire une dépression respiratoire aigüe, et dans les cas les plus extrêmes le décès. Ces cas de surdoses, communément appelée « G-hole »⁷⁹, sont fréquemment observés en contexte festif. Dans les discours, les représentations courantes et les pratiques observées jusqu'au tournant 2020, le G-hole est associé à un accident, une perte de connaissance involontaire entraînée par une consommation non maîtrisée.

Néanmoins, des usages nouveaux du terme « G-hole » sont observés depuis 2021, ainsi que l'apparition d'un ensemble de nouvelles expressions pour qualifier certains états de surdose au GBL : « G-hole conscient », « G-hole actif », « G-hole tonique », « G-hole éveillé » sont les termes utilisés par des usagers pour désigner la phase de confusion, d'agitation ou d'excitation pouvant précéder la perte de connaissance mentionnée précédemment.

« Dans ces derniers cas la personne reste éveillée mais peut délirer ou ne pas réussir à communiquer. Elle peut avoir des contractions musculaires, s'agiter, parfois même être agressive mais est toujours confuse. » (Note ethnographique n°2 espaces festifs IDF, 2023)

Le verbe « holer » est également employé pour désigner un individu en train de connaître un « G-hole actif ». Des situations ont été rapportées lors desquelles plusieurs fêtards, tout en restant debout, entourent une personne « en train de holer » pour la dissimuler du regard des vigiles⁸⁰. Aussi, parvenir à un « hole tonique » constituerait une pratique de consommation en soi, ayant pour but selon ses adeptes d'atteindre un « plateau » et de rechercher la limite précédant la réelle perte de connaissance⁸¹.

⁷⁷ Le GBL, (gamma-butyrolactone) est un solvant industriel liquide qui, une fois ingéré, est rapidement métabolisé dans l'organisme en GHB dont il est le précurseur chimique. Consommé par voie orale, ses effets attendus sont l'ébriété, la désinhibition, la sédation et l'euphorie, et sont comparables à ceux du GHB, bien que de plus courte durée. A forte dose, le GBL – tout comme le GHB – a des propriétés amnésiantes et hypnotiques, pouvant provoquer des convulsions, des dépressions respiratoires, ainsi qu'une perte de connaissance, communément dénommée « G-hole ». Cf. Gérome C., « GHB/GBL, poppers et protoxyde d'azote », in OFDT, *Drogues et addictions, données essentielles 2019*, OFDT, 2020, pp 132-135.

⁷⁸ Cf. « Vente de GBL via la livraison ou en espaces festifs », page 9 de cette note.

⁷⁹ Littéralement un « trou de G » en anglais, évoquant un trou noir, une perte de connaissance liée à une surconsommation de GBL.

⁸⁰ Données issues d'une enquête spécifique consacrée aux usages de drogues dans les espaces festifs du département de Seine-Saint-Denis. Cf. Roudaut L., Juszczak E., Lovera M., Pfau G., *Consommations de produits psychoactifs dans les espaces festifs de Seine-Saint-Denis. Une étude exploratoire (2019-2022)*, Ophelia Charonne/Mission métropolitaine des conduites à risques, 2024 [à paraître].

⁸¹ La logique d'usage ayant comme finalité la recherche d'un état de conscience flirtant avec la perte de connaissance est régulièrement observée avec d'autres produits, notamment la kétamine.

L'émergence de ce nouveau lexique autour des pratiques de consommation du GBL, rattachée à de nouvelles logiques d'usages, est le signe de la poursuite de la diffusion du produit dans différents sous-espaces de la sphère festive.

Ce rapport au risque lié à la consommation de GBL dans les espaces festifs reste une question qui fait débat entre organisateurs, usagers et intervenants en RdRD, la perception du risque – et la façon d'y faire face – pouvant s'avérer très différente selon les acteurs. En effet, certains usagers assument ouvertement la recherche d'effets-limites et les risques encourus par un « hole tonique », pendant que les intervenants de RdRD cherchent à réduire et accompagner ces prises de risques en informant les usagers et en leur proposant des « pipettes » ou des seringues graduées afin de doser au mieux le produit. Quant à certains organisateurs de soirées ou gérants de clubs, ils refusent très souvent de prendre ce type de risques et font le choix d'interdire ce produit. Il est fréquent que ces derniers n'acceptent pas la mise à disposition de matériel de RdRD adapté, associant les seringues graduées – même sans aiguilles – à la figure du « junky » et à la « toxicomanie » venant ternir la réputation de leur établissement.

Evolution des usages et des représentations liées au crack dans les free parties

Dans les free parties, le crack – qu'il soit désigné ainsi ou par la dénomination « base », « free base » ou « cocaïne base » - reste consommé de manière marginale en comparaison d'autres substances nettement plus visibles telles que la MDMA/ecstasy, la kétamine ou la cocaïne. « Fumer la base » est une pratique observée de longue date à la marge des espaces festifs techno alternatifs⁸². Cuisiné le plus souvent sur place par les usagers eux-mêmes, le crack a longtemps été préparé et consommé de manière discrète, à l'abri des regards dans les véhicules ou les tentes des teuffeurs, le produit jouissant le plus souvent d'une image négative auprès des non consommateurs. Il est quasi exclusivement fumé, à l'aide de pipes à eau, de canettes ou autres ustensiles artisanaux, et de plus en plus fréquemment des kits base mis à disposition par les structures de RdRD.

Les intervenants de RdRD en milieu festif observent en 2023 non pas une augmentation des usages de crack/cocaïne basée, mais plutôt une plus grande acceptabilité sociale de ce produit. Il y est préparé et consommé de manière plus visible, c'est-à-dire plus proche des espaces centraux des lieux de fête (espaces dansants face aux murs d'enceintes). Les consommateurs de crack/cocaïne base rencontrés lors des interventions en free parties semblent également plus nombreux à se procurer des kits base auprès des stands de RdRD.

Cette relative banalisation du crack/cocaïne base en free parties peut en partie s'expliquer par les fortes disponibilité et accessibilité de la cocaïne sur le marché francilien, ainsi que son taux de pureté en constante augmentation.

« Selon eux la consommation de crack se diffuse actuellement en free party (« y a de plus en plus de gens qui la fument, c'est clair ». Selon eux c'est directement lié à la hausse de la qualité de la cocaïne qui rend plus accessible cette pratique puisque désormais il y a beaucoup moins de pertes en basant qu'auparavant. » (Note ethnographique n°1 espaces festifs IDF, 2023)

⁸² Déjà en 2001, les observations du dispositif TREND décrivaient des usages de crack/cocaïne base (en hausse) dans les espaces festifs d'Ile-de-France (free parties, teknivals) par des « polyconsommateurs désinsérés, des dealers, des usagers ayant des moyens financiers importants, (...) des personnes de 25 à 35 ans, principalement des hommes. » Cf. OFDT, « Le crack. Milieu festif », *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2001. Rapports locaux des sites TREND, Ile-de-France*, Observatoire français des drogues et toxicomanies, 2002, pp. 240-241.

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs gay ou associés aux pratiques de chemsex

Chemsex : logiques d'usage différenciées et apparition de nouveaux espaces

Une hétérogénéité sociale qui perdure

En 2023, certaines tendances décrites les années précédentes relatives aux espaces associés aux pratiques de chemsex se poursuivent. Les profils des participants aux sessions restent très hétérogènes : personnes insérées voire très insérées socialement, personnes en situation de précarité, parmi lesquelles figurent des personnes en situation de migration récemment arrivées dans l'hexagone.

Outre cette variété de profils qui continue à s'élargir, les sites géographiques où les sessions se déroulent poursuivent leur expansion au-delà de Paris *intramuros*, tandis que les rencontres via des *chats* sur des sites spécialisés sont toujours très présentes. En outre, ces espaces numériques sont également dédiés à la revente de produits auprès des publics chemsexuels. Les cathinones, le GBL et la kétamine (souvent injectée) sont toujours les trois produits les plus fréquemment consommés dans les espaces liés aux pratiques de chemsex en 2023.

Des modes de consommation en évolution

En 2023, les incertitudes sur la nature des cathinones disponibles⁸³ ont contribué à faire évoluer les pratiques de consommation et les pratiques sexuelles. La variabilité de composition des produits revendus sous l'appellation 3-MMC ou « 3 » aurait conduit bon nombre d'usagers à délaisser ce produit⁸⁴. Utilisée en contexte de chemsex, la 3-CMC engendrerait des effets psychiques et physiques différents de ceux induits par la 3-MMC : moins empathogène et entactogène, plus corrosive pour les veines et pour les cloisons nasales, seul demeurerait l'aspect stimulant du produit que certains usagers déplorent. Ils regrettent observer certains partenaires devenir des « furies obsessionnelles ». Après avoir tenté de retrouver les effets de la 3-MMC en injectant une quantité plus importante de 2-MMC, sans résultat probant, certains se sont tournés vers l'alpha-PVP ou ont abandonné définitivement la consommation de cathinones. Ces derniers ont alors cessé toute pratique d'injection, tandis que d'autres ont préservé ce mode de consommation lorsqu'ils font usage de kétamine.

« Plusieurs éléments de motivation pour arrêter la 3 : la descente, « j'en ai marre de consommer », « j'en peux plus », « des amis ne supportent plus de voir mes bras », « je ne consomme plus en contexte sexuel ça me va plus », « j'ai des infections graves », « j'ai tout perdu : boulot, amis... »
(Note ethnographique espaces associés au chemsex, 2023)

D'autre part, la perte de contrôle sur leurs consommations, les expériences négatives avec certains partenaires, ou parfois une désaffiliation sociale plus profonde, ont conduit certains usagers pratiquant le chemsex à souhaiter davantage réguler leurs consommations, voire à y mettre fin. Des chemsexuels expliquent ainsi avoir progressivement consommé de plus en plus fréquemment en dehors des sessions, au point de ne plus maîtriser leurs consommations. Lors des sessions chemsex, certains ressentent moins voire plus du tous les effets érotisants des produits psychoactifs, qui constituaient la raison première de leurs consommations. Des personnes relatent des violences vécues lors de relations

⁸³ Cf. « Que se cache-t-il derrière l'appellation 3-MMC ou 3 en 2023 ? », pages 15-17 de cette note.

⁸⁴ Cf. « Délaisée par certains chemsexuels, la « 3 » poursuit sa diffusion dans les espaces festifs et urbains », pages 42-43 de cette note.

avec des partenaires n'ayant pas les mêmes pratiques sexuelles, voire des agressions dont ils sont victimes suite à des rencontres qui s'avèrent être des guet-apens homophobes. A posteriori des sessions, certains chemsexuels présentant des pertes de mémoire liées à la consommation de produits s'interrogent sur leur propre consentement, posant alors la question de la vulnérabilité chimique lors de certaines sessions. Enfin, des usagers témoignent de répercussions plus globales sur leurs vies, comme la perte de motivations à fréquenter d'autres espaces que ceux liés aux pratiques de chemsex, la dégradation des relations sociales pouvant conduire à l'isolement, voire à la perte de leur emploi, et ainsi à basculer dans diverses formes de précarité (ou insécurité) : précarité économique et financière, précarité relationnelle et affective, précarité psychique.

« (...) Pour un usager, la consommation de produits était devenue problématique mais continuait de procurer à la personne la force de supporter sa situation concernant l'accès au séjour. Ce jeune homme qui s'était vu refuser l'asile qu'il demandait au titre de la persécution à raison de l'orientation sexuelle dans un pays à la législation homophobe. Débouté en appel, il est cependant hébergé et employé par des membres de sa communauté d'origine, qui ne connaît pas son orientation et sans doute l'exclurait s'ils venaient à l'apprendre. Dans ces conditions, le chemsex certes l'entraîne dans des marathons épuisants et aux conséquences graves (il manque des journées de travail, il se coupe de sa communauté, il est déprimé en descente), mais lui permet aussi de sortir de son enfermement, de rencontrer d'autres gays qui éventuellement l'introduisent dans d'autres sphères communautaires (associations, festif...) et surtout de supporter l'impasse administrative dans laquelle il se trouve. Le revers, c'est qu'il n'a pas assez d'énergie pour reprendre son combat pour voir reconnaître son orientation afin de valider une nouvelle demande d'asile. » (Note ethnographique espaces associés au chemsex, 2023)

Développement de nouvelles pratiques chemsex

Ces évolutions des modes et logiques de consommation – mise à distance des cathinones, injection exclusive de kétamine, expérimentation d'autres cathinones que la 3-MMC, perte de contrôle des consommations, consommation quotidienne hors contexte de chemsex – ainsi que l'expérience de rencontres négatives voire dangereuses, ont conduit certains chemsexuels à inventer de nouveaux espaces sexuels, vecteurs de normes nouvelles portées elles-mêmes par des groupes distincts :

- des groupes fermés qui n'acceptent pas de personnes inconnues, contrairement aux groupes ouverts qui acceptent des nouvelles personnes et dont les participants changent régulièrement ;
- des pratiques de chemsex en duo exclusif à domicile ;
- de manière un peu plus éloignée des formes collectives de sessions chemsex, des rencontres autour d'un café dans un espace public avant de se rencontrer pour des pratiques sexuelles ;
- des groupes d'anciens chemsexuels souhaitant continuer des « sessions » sans produits, dans un groupe fermé composé exclusivement de personnes connues :

« Un réseau s'est construit sur le concept de la réunion sexuelle sans chems⁸⁵ avant, pendant ou après (selon leurs règles). Au début il s'agit d'un groupe de partenaires qui prend de l'importance, au point de se structurer mieux, en organisant des rendez-vous dans des lieux physiques. » (Note ethnographique espaces associés au chemsex, 2023)

Evolutions récentes des espaces festifs gay et queer

En 2023, peu d'évolutions importantes ont été observées dans les espaces festifs gay. Ces derniers sont toujours divisés entre les scènes gay et les scènes queer⁸⁶, ces dernières étant elles-mêmes

⁸⁵ Chems, de l'anglais *chemicals*, désigne les substances psychoactives.

⁸⁶ Cette distinction, décrite par le site TREND francilien en 2019, est toujours d'actualité : « Depuis une vingtaine d'années, deux scènes festives HSH sont à distinguer, en deux grandes catégories. D'un côté la scène gay dite mainstream, reliée au monde associatif LGBT et à la scène commerciale des établissements est

subdivisées entre des scènes officielles et institutionnalisées et des scènes plus alternatives, cachées et indépendantes.

Les données collectées montrent le caractère particulièrement hybride de certains lieux queer : ces espaces sont des espaces de la nuit et de la fête, mais peuvent également se transformer pendant la journée en centres d'art, en restaurants solidaires, et porter des valeurs sociales fortes. Le Fawa⁸⁷ en constitue un cas exemplaire.

En 2023, le mouvement queer donne toujours le ton et devient un modèle pour les autres espaces festifs. A ce titre, les espaces festifs gay empruntent certains fonctionnements aux communautés queer, comme la programmation d'artistes structurés en collectifs dans les espaces clubbing. De même que lors des soirées queer, des soirées continuent d'associer clubbing et participation sexuelle. La sexualité associée aux produits psychoactifs peut également avoir lieu lors des after :

« J'ai l'impression que les participants sont plus constitués en groupes ou réseau endogène, avec un schéma qui ressemble beaucoup à celui décrit dans les années 2010 : les clubbers se transforment en sexeurs au petit matin, l'after se fait partout, on passe de la MDMA à la « 3 », avec les mêmes personnes qu'on avait fréquentées sur un dancefloor quelques heures auparavant. » (Note ethnographique espaces festif gay 2023)

Modes de consommations différenciés entre les espaces festifs gay et festifs queer

Dans les espaces festifs gay, on observe majoritairement des consommations de MDMA/ecstasy, de cocaïne, de GBL, et dans une moindre mesure de 3-MMC. Cela peut s'expliquer en partie par la présence de populations hautement dotées en capital économique.

Dans les espaces festifs queer, les consommations sont différentes : kétamine, MDMA, 3-MMC, GBL, et plus récemment LSD, souvent en *microdosing*. L'ancien mélange cocaïne et kétamine appelé Calvin Klein ou « CK » y est remplacé par l'association « 3 » et kétamine, sous l'appellation « 3K ». Ainsi, il apparaît que les produits consommés dans les espaces festifs queer se rapprochent de ceux consommés dans les espaces associés aux pratiques de chemsex.

*dominante. De l'autre côté, la scène dite « queer » ou « transpédégouine » est plus alternative, reliée à des sphères différentes : militantes, contestataires, culturelles et intellectuelles. Ces deux grandes catégories ne sont cependant pas homogènes. La première se subdivise en groupes selon les goûts musicaux, les pratiques sexuelles (...) ou identitaires. (...) La seconde est également éclatée, avec un clivage entre une scène en lien avec les milieux de la mode ou artistiques ou de la communication et une autre ancrée dans les mouvements plus structurés politiquement et intellectuellement. ». Cf. Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Ile-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFDT, 2020, page 68.*

⁸⁷ Lieu alternatif queer situé dans le 19^{ème} arrondissement de Paris. <http://fawa-wafa.org>

Autre phénomène marquant en 2023

Délaissée par certains chemsexuels, la « 3 » poursuit parallèlement sa diffusion dans les espaces festifs et urbains

La disponibilité de la 3-MMC dans des points de vente de rue à Paris et sa proche banlieue ainsi que dans certains foyers d'Ile-de-France est observée par le site TREND francilien depuis 2023. Si ce phénomène reste marginal en comparaison d'autres produits dans ce type de points de vente (médicaments, cocaïne, MDMA...), il témoigne néanmoins d'une poursuite de sa diffusion vers de nouveaux profils de consommateurs.

Présence accrue dans les espaces festifs, début de visibilité dans les espaces urbains

La 3-MMC devient très présente dans les espaces festifs techno et particulièrement dans les espaces festifs queer. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais constitue une tendance importante en termes de consommation ces dernières années. Des intervenants du champ médico-social (CSAPA, CAARUD, milieu festif) relèvent que cette cathinone est progressivement devenue un produit d'initiation aux substances psychoactives ainsi qu'au mode de consommation par voie nasale, comme peut l'être la cocaïne. Ainsi, des nouveaux consommateurs expérimentent la 3-MMC en premier lieu, avant de faire usages d'autres produits comme la cocaïne, la MDMA/ecstasy, ou la kétamine.

Les personnes les plus récemment consommatrices ignorent souvent qu'il puisse s'agir d'une autre cathinone que la 3-MMC⁸⁸. Cette information ne semble pas faire l'objet de transmission par des pairs plus expérimentés et informés de l'importante variabilité de la composition des produits vendus comme cathinones, tout particulièrement sous l'appellation 3-MMC. Comme le rapportent des intervenants de RdRD, quand bien même ils en seraient informés, des usagers continuent de consommer ledit produit et semblent bien accepter cette situation. Son prix attractif comparé à d'autres substances comme la cocaïne joue un rôle important dans le maintien de sa popularité, malgré les incertitudes quant à son contenu réel.

Au-delà des espaces festifs queer et de façon plus marginale, les investigations menées en 2023 attestent d'une diffusion des usages de 3-MMC dans les free parties franciliennes. Si ce produit y est moins consommé que la MDMA/ecstasy, la kétamine ou la cocaïne, il semble désormais possible de s'en procurer de plus en plus facilement sur place. Les plus jeunes teuffeurs en sont les plus grands consommateurs. Agés de 18 à 25 ans, souvent moins dotés en capital économique que leurs aînés, ils préfèrent eux-aussi ce produit à la cocaïne en raison de son prix plus attractif.

« Tous les témoins interrogés observent la diffusion des cathinones qui sont de plus en plus disponibles (notamment via les réseaux de livraison à domicile) et de plus en plus consommées, particulièrement en soirées techno queer. Sur les free parties, les cathinones gagnent aussi du terrain mais restent beaucoup moins consommées que sur les autres espaces. » (Note ethnographique n°2 espaces festifs IDF, 2023)

Enfin, on compte parmi les populations consommatrices de 3-MMC nouvellement identifiées des personnes en situation de grande précarité âgées de 20 à 30 ans, vivant en groupe dans la rue et fréquentant les espaces festifs alternatifs. Installés sur des quais parisiens, ils s'approvisionnent sur un point de vente de rue récemment observé par TREND⁸⁹. D'autres personnes usagères et sans domicile

⁸⁸ Cf. « Que se cache-t-il derrière l'appellation 3-MMC ou 3 en 2023 ? », pages 15-17 de cette note.

⁸⁹ Cf. « Des produits associés aux espaces festifs désormais disponibles dans l'espace de la marginalité urbaine », page 14 de cette note.

fixe ont également déclaré des consommations de 3-MMC « opportunistes », se procurant le produit lorsque leurs ressources financières le permettent.

« Ils dorment sous la tente le long des quais de Seine. Ils sont vers Notre-Dame. Ils sont plus d'une dizaine à avoir un campement là-bas. En termes de consommations, c'est beaucoup de la 3-MMC, de la 3-CMC et de la kétamine. Certains fument du crack, mais pas tous. La plus jeune ne prend pas de crack. Les autres font gaffe en disant qu'elle n'est qu'à la 3-CMC et la kétamine. On ne lui propose pas de crack. Tu sens que ce n'est pas le même groupe culturel que les habitués usagers de rue parisiens. Il y a un petit côté provincial. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Des pratiques d'injection de « 3 » observées hors des espaces chemsex

Des pratiques d'injection de « 3 » hors des espaces liés au chemsex ont également été rapportées en 2023. Si les données collectées sont parcellaires et constituées de cas isolés, ces pratiques nouvellement observées méritent une attention particulière, au vu du contexte d'importante diffusion des usages de « 3 » observée depuis quelques années. Un exemple concerne une femme sans-abri récemment initiée à l'injection de 3-CMC, peu sensibilisée aux pratiques d'injection à moindre risque et dont le réseau veineux s'est très rapidement dégradé, interpellant les intervenants d'un CAARUD parisien. Un autre exemple est celui d'un homme faisant usage de 3-MMC par voie injectable en contexte hétérosexuel, initié à l'injection par un slammeur fréquentant des espaces liés au chemsex. Parallèlement à ces deux exemples, l'injection de 3-MMC est également pratiquée par des femmes transgenres en situation de prostitution et de grande précarité⁹⁰.

Des conséquences sanitaires multiples

Le succès de la 3-MMC parmi les publics majoritairement jeunes et consommant dans les espaces festifs n'est pas sans conséquences sanitaires. Comme cela a déjà été observé les années précédentes, des troubles addictifs peuvent s'installer, les consommations devenant quotidiennes et en dehors de tout contexte festif ou sexuel. Certains ne connaissent pas les effets neurophysiologiques des cathinones sur le système sérotoninergique et ne font pas systématiquement le lien entre leurs consommations régulières de 3-MMC et les sentiments d'irritabilité ou de dépression qu'ils vivent. Parmi eux, certains entament des suivis en addictologie, notamment auprès de CSAPA et de Consultations jeunes consommateurs (CJC).

« [une intervenante en RdRD] note aussi des consommations importantes en termes de régularité avec des personnes souvent jeunes qui ne connaissent pas très bien les drogues et qui en prennent quasiment tous les week-ends, deviennent plus irritables, déprimées, sans voir le lien de causalité. Les intervenants de RdRD essayent donc d'informer au maximum sur l'impact des cathinones sur la sérotonine, mais le public se renouvelle vite et sur une soirée, les intervenants ne touchent qu'une faible proportion des personnes présentes. » (Note ethnographique n°2 espaces festifs IDF, 2023)

Afin de limiter les brûlures et irritations provoquées par la consommation de cathinones par voie nasale, certains usagers s'attachent à les consommer en toute petite quantité, grâce à l'usage de micro-cuillères dédiées ou de clés⁹¹.

Les données scientifiques actuelles manquent pour décrire les toxicités spécifiques des NPS les plus récents. Les savoirs expérientiels sont précieux et parfois les seuls permettant d'envisager les effets et méfaits de ces drogues. Les données issues des témoignages des usagers restent néanmoins parcellaires, par définition fondées sur des expériences subjectives. Il demeure ainsi toujours délicat d'établir des liens de causalité entre des effets ressentis et des compositions spécifiques.

⁹⁰ Cf. « Visibilité des femmes transgenre dans l'espace de la marginalité urbaine », pages 35-36 de cette note.

⁹¹ D'autres produits sous forme de poudre sont également consommés de cette façon dans les espaces festifs, notamment la cocaïne et la kétamine.

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé au dispositif TREND Ile-de France en 2023, et en premier lieu les responsables d'observations ethnographiques, Elisa JUSZCZAK, Vincent BENSO et Tim MADESCLAIRE.

Merci aux usagers qui nous ont fait confiance et partagé leur vécu lors des entretiens individuels et collectifs, leurs contributions sont essentielles.

Nous remercions également pour leur précieuse collaboration au dispositif TREND les équipes des structures intervenant auprès des usagers de drogues, celles qui ont participé cette année aux entretiens collectifs, les acteurs de terrain, de la santé communautaire, de l'autosupport, professionnels et bénévoles de la réduction des risques sans qui ce rapport ne pourrait exister.

Nous remercions l'ensemble des participants aux groupes focaux sanitaires, aux groupes focaux de l'application de la loi, ainsi qu'à toutes les personnes qui ont grandement aidé à les organiser, à différents niveaux, dans les préfectures et tribunaux.

Nous remercions l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France pour son financement, et la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques.

Merci à l'association Opelvia Charonne, ainsi qu'à l'Observatoire français des drogues et tendances addictives.

Annexes

Annexe 1 : institutions et services auditionnés en 2023

CAARUD et structures d'accueil de première ligne

CAARUD Aides Les Halles (Paris)
CAARUD Aurore 93 (Aulnay-sous-Bois).
CAARUD Aurore EGO : Centre d'accueil, STEP, équipe mobile (Paris)
CAARUD Boréal (Paris)
CAARUD Freessonne (Juvisy)
CAARUD Nova Dona (Paris)
CAARUD Proses (Montreuil)
CAARUD Proses (Saint-Denis)
CAARUD Sida Paroles (Colombes)
CAARUD/HSA-SCMR Gaïa (Paris)
CAARUD Oppelia Charonne : B10 Beaurepaire, B18 Binet, Espace femmes (Paris)
Espace de repos de Porte de la Chapelle (EGO/Gaïa, Paris)

CSAPA, structures d'addictologie, associations ou services en lien avec les usages de drogues et PUD

CEIP-A de Paris
Centre de santé sexuelle Le 190
CMP La Courneuve,
CSAPA Agata/Aporia (Nanterre et Gennevilliers)
CSAPA Boucebcj/Hôpital Jean Verdier (Bondy)
CSAPA Cap 93 (Le Blanc-Mesnil)
CSAPA Chimène (Issy-les-Moulineaux)
CSAPA Espace Murger (Hôpital Fernand Widal)
CSAPA et Communauté thérapeutique Aurore 93 (Aubervilliers)
CSAPA Gaïa Paris
CSAPA La Mosaïque (Montreuil)
CSAPA Le Corbillon (Saint-Denis)
CSAPA Marmottan
CSAPA Oppelia Etampes et Evry-Courcouronnes
CSAPA Rabelais CaPASSité (Montreuil)
CSAPA Rivage (Sarcelles)
CSAPA Valjean (Montfermeil),
ELSA de la Pitié-Salpêtrière
ELSA Kremlin-Bicêtre
Laboratoire de pharmacologie toxicologique de l'hôpital Raymond Poincaré (Garches)
Le Spot (Aides)
Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93
SAU de la Pitié-Salpêtrière
Service d'addictologie de l'Hôpital Poinpidou
Unité fonctionnelle d'addictologie de l'Hôpital Robert Debré

Services d'application de la Loi

Brigade régionale de sécurité
Brigade des stupéfiants de la division de la criminalité territoriale du SIPJ 91

Bureau BSIOP, préfecture Essonne
Brigade des Quartiers Sensibles de Seine-Saint-Denis
Brigade des sapeurs-pompiers de Paris
Brigade des stupéfiants
Cabinet du préfet de l'Essonne
Cabinet du préfet de Seine-Saint-Denis
Circonscriptions de sécurité publique (CSP) d'Aubervilliers, St-Ouen, Aulnay-sous-Bois, Pantin, Villepinte
Commissariats de Gagny et de Montreuil
Direction départementale de sécurité publique de l'Essonne
Direction du service de la police judiciaire d'Evry
Direction du Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Essonne
Direction régionale des douanes de Paris
Département scientifique, notamment stupéfiant Barodi Massy
Direction départementale des finances publiques (93)
Direction territoriale de la sécurité de proximité de Paris
Division Partenariat prévention
Etablissement public territorial Grand Paris – Grand Est
Groupement de gendarmerie départemental de l'Essonne
Inspection des finances publiques de Seine Saint Denis (Brigade de contrôle et de recherche-BCR93 et brigade de recherche systématique - BRS93)
Laboratoire de police scientifique de Paris
Laboratoire central de la Préfecture de police de Paris
Police judiciaire de l'Essonne
Police judiciaire d'Évry
Parquet du Tribunal judiciaire d'Evry
Police de sécurité publique (PSP) de Drancy
Police scientifique de Paris
Préfecture de police de Paris
Préfecture de Seine-Saint-Denis
Service local de police judiciaire – Sainte-Geneviève-des-Bois
Service local de police judiciaire 91
Service local de service de police judiciaire de Juvisy
Service communal d'hygiène et de santé de La Courneuve et d'Aubervilliers
Services des Douanes Sûreté territoriale de Seine Saint Denis
Sûreté urbaine – Val d'Yerres Val-de-Seine
Sûreté régionale des transports
Sûreté régionale des transports de nuit
Unité des stupéfiants et de l'économie souterraine – Sainte-Geneviève-des-Bois
Unité des stupéfiants et de l'économie souterraine – Évry
Unité des stupéfiants et de l'économie souterraine – Juvisy
Unité des stupéfiants et de l'économie d'Évry
Unité des stupéfiants et de l'économie – Massy-Palaiseau

Annexe 2 : glossaire

ARS :	Agence régionale de santé
ATPidf :	Analyse ton prod' Ile-de-France est un dispositif francilien d'analyse de drogues à visée de réduction des risques, porté par les associations Oppelia Charonne et Sida Paroles.
BSP :	Brigade des stupéfiants de Paris
CEIP-A :	Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacovigilance et l'addictovigilance
<i>Chemsex</i> :	Le chemsex désigne les pratiques sexuelles sous l'emprise de substances psychoactives
CJC :	Consultation jeunes consommateurs
CAARUD :	Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques liés à l'usage de drogues
CSAPA :	Centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie
CT :	Communauté thérapeutique
ELSA :	Equipe de liaison et de soin en addictologie
Equivalent base : (teneur en)	Teneur ou pourcentage en équivalent base : correspond à la teneur ou au pourcentage de la molécule sous sa forme chimique de base libre.
HSH :	Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes
IFI :	Inter-CAARUD festif d'Ile-de-France
LPS :	Laboratoire de police scientifique
MNA :	Mineurs non accompagnés
Modou (ou moudou) :	Terme issu du wolof (langue parlée notamment au Sénégal) qui signifierait « petit négociant », désignant les revendeurs de crack de rue, fréquemment originaires d'Afrique de l'Ouest
MSO :	Médicament de substitution aux opioïdes
NPS :	Nouveaux produits de synthèse
PUD :	Personnes usagères de drogues
RdRD :	Réduction des risques et des dommages
SAU :	Service d'accueil des urgences
<i>Sexeurs</i> :	Expression désignant les personnes HSH pratiquant le <i>chemsex</i>
SCL :	Service commun des laboratoires
SCMR :	Salle de consommation à moindre risques
TREND :	Tendances récentes et nouvelles drogues

Annexe 3 : citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliquées dans les trafics

Réseau albanais, usagers originaires des pays de l'Est, usagers géorgiens, personnes originaires d'Afrique Sub-saharienne ou maghrébines... Citer les origines géographiques, nationales ou culturelles des personnes est une question délicate, au regard du risque de stigmatisation d'une population et de l'utilisation des informations à d'autres fins que celles, scientifiques, de l'auteur et du cadre de sa recherche, notamment par un traitement extérieur idéologique, politique ou médiatique.

La restriction en France des statistiques ethniques (ou dites raciales/de la diversité) et de la collecte de données liées à l'origine des individus est ainsi sensée prévenir le risque de l'identification/assignation communautaire, de la stigmatisation, voire de la justification de diverses formes de xénophobie, qui plus est lorsque les données portent sur des pratiques illégales comme l'usage ou la vente de drogues. Cette option est néanmoins controversée : il lui est reproché une forme de cécité, voire de démagogie, dont l'effet est d'invisibiliser des enjeux d'inégalité de statuts et de conditions de vie dans la société française et la discrimination que ces communautés subissent.⁹²

« *Responsabilité des chercheurs dans la propagation des stéréotypes forgés par le sens commun* » versus « *responsabilité des chercheurs dans l'invisibilité d'une question sociale...* »⁹³, la démarche est donc délicate et expose « *à des difficultés nombreuses, dont la principale réside dans l'impossibilité de développer un vocabulaire autonome distinct de celui produit par les stéréotypes et préjugés* »⁹⁴. Les questions que ces processus de catégorisation soulèvent (Pourquoi tel groupe est-il désigné/se désigne-t-il à partir de ses origines ? Qui le nomme ainsi ? Dans quel contexte ? Quelles historicités de ces désignations ? etc.) sont essentielles à envisager, mais ne pourraient guère faire l'objet d'une investigation suffisamment approfondie dans le cadre du dispositif TREND.

L'engagement éthique des contributeurs du dispositif TREND doit être souligné. En mentionnant parfois dans ce rapport certaines données sensibles, comme l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle, des usagers ou personnes impliquées dans les trafics, telle qu'elle est énoncée par les enquêtés (usagers ou professionnels), notre but n'est pas de concourir à la discrimination de quelques communautés que ce soit. À l'inverse, il nous semble important au sein de TREND de rendre compte des communautés qui se trouvent impliquées dans des usages et des trafics, lorsqu'elles apparaissent comme saillantes dans les observations et les entretiens réalisés, tout en les rattachant aux conditions de vie très souvent précaires, aux formes d'exclusion socio-économique et de discriminations (à l'emploi, par exemple) que ces communautés subissent. Ces processus d'exclusion et ces discriminations peuvent en effet concourir à des choix de subsistance limités (notamment l'engagement dans des économies parallèles) et à des pratiques d'usage de substances psychoactives. De plus, l'organisation de réseaux de trafic au sein de communautés de même origine nationale ou géographique s'explique également par la confiance nécessaire entre les membres d'un réseau menant des activités illégales (du fait notamment du risque de répression). Ces liens sont facilités au sein de structures familiales et de groupes communautaires, notamment lorsque ceux-ci sont déjà constitués comme espace de solidarité et d'organisation collective pour faire face à la précarité, qui

⁹² Voir à ce sujet : Fassin E., « Comptage ethnique : un débat confus et paradoxal », article publié dans *Le Monde*, le 18 avril 2009 ; Patrick Simon, Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de « race », *Revue française de sociologie*, vol 49, 2008, pp 153-162 ; Geisser V., « "Statistiques ethniques", statistiques éthiques ? », *Migrations Société*, vol. 114, no. 6, 2007, pp. 3-11.

⁹³ Simon P., « Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de race », *Revue française de sociologie*, vol 49, 2008, p153.

⁹⁴ *Idem*.

plus est dans les quartiers populaires. Néanmoins l'implication dans le trafic ne résulte pas toujours de dynamiques communautaires et peut également s'inscrire dans des stratégies de survies matérielles propres aux personnes en situation de précarité.

Ainsi, consommation de produits et parcours migratoire peuvent aller de concert : la première peut constituer une stratégie de survie ou d'adaptation à des conditions d'existence particulièrement difficiles qui ont initié la migration ou ont été générées, renforcées, et aggravées par elle. Réinscrire les usagers dans ce contexte de vie spécifique apparaît comme une exigence pour proposer une vision fine et dynamique du phénomène.

Annexe 4 : overdoses mortelles répertoriées à Paris en 2023

Age	Genre	Profession	Contexte chemsex	Produit(s) en cause	Mode d'administration	Alcool
30/40	M	sans	oui	GBL, MMC, alcool	ingéré/sniffé	1g/l
30/40	M	sans		cocaïne, méthadone	ingéré/sniffé	ras
30/40	H	ignoré		métonitazène	ingéré	ras
30/40	H	ignoré		Mdma, cyamémazine	ingéré	ras
20/30	F	sans		héroïne, cocaïne	injecté	ras
20/30	H	sans		Mdma, buprénorphine	ingéré	ras
40/50	H	ignoré	oui	cmc	sniffé	ras
50/60	H	sans		Cocaïne	sniffé	RAS
40/50	H	sans		Cocaïne	sniffé	0,2g/l
20/30	F	sans		Cocaïne	sniffé	ras
50/60	H	sans		crack	fumé	0,17g/l
30/40	H	ignoré		methadone	ingéré	ras
30/40	H	courtier	oui	3mmc, gbl	ingéré/sniffé	ras
50/60	H	cadre sup		mdma	ignoré	ras
30/40	F	sans		crack, methadone	ingéré/sniffé	ras
40/50	H	cadre sup	oui	3mmc/gbl	ingéré/sniffé/injecté	ras
30/40	H	sans		3mmc/gbl	ingéré/sniffé	ras
60/70	H	sans		methadone	ingéré	ras
50/60	H	coiffeur	oui	methamphétamine, gbl	fumé/ingéré	ras
50/60	H	sans		cocaïne	sniffé	0,40g/l
50/60	H	ignoré		héroïne	sniffé	1,48g/l
40/50	H	employé		méthamphétamine	ignoré	ras
60/70	H	sans		crack	fumé	1,02g/l
30/40	H	informaticien		Cocaïne, héroïne	injecté	ras
40/50	F	ignoré		cocaïne	injection	ras

*Overdoses mortelles ayant fait l'objet d'une investigation par la Brigade des stupéfiants à Paris en 2023.
(Source : Brigade des stupéfiants)*



Observatoire français des drogues et des tendances addictives

69 rue de Varenne 75007 Paris

Tél : 01 41 62 77 16

e-mail : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr

Crédit photo couverture : Frédérique Million (OFDT)